COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

N° 24 - 7fr. 7 novembre 1988.

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lenine)

COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IVe INTERNATIONALE)

POUR QUE LES REVENDICATIONS SOIENT SATISFAITES UNE PREMIERE CONDITION :

PLUS DE GOUVERNEMENT MITTERRAND-ROCARD-DURAFOUR-SOISSON
UN GOUVERNEMENT P.S.-P.C.F. SANS MINISTRE BOURGEOIS

UNE NOUVELLE GIFLE POLITIQUE

Le 6 novembre, seulement **26,1 %** des inscrits ont répondu OUI à la question référendaire : "Approuvez-vous le projet de loi soumis au peuple français par le président de la République et portant nouvelles dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle Calédonie en 1998 ?". Pourtant l'U.D.F. a appelé à voter OUI. C'est une nouvelle gifle politique pour le gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON. La conclusion des "accords" de Matignon des 26 juin et 20 août entre lui, le RPCR et le FLNKS était sa "grande réussite". Il avait obtenu du FLNKS qu'il les ratifie alors que ces "accords" garantissent le maintien du joug colonial français sur la Nouvelle Calédonie. D'ailleurs, l'union nationale s'était réalisée, du P.C.F. au R.P.R., à l'Assemblée Nationale et au Sénat pour l'application de la première partie de ces "accords" : tous les pouvoirs pendant un an au Haut Commissaire, représentant le gouvernement français en Nouvelle Calédonie, appuyé sur l'armée, la police, les forces répressives, l'administration françaises.

Or, les accords du 20 août, dont la loi qui a été soumise au référendum est la traduction, renforcent encore la position des colons et de l'impérialisme français au détriment du peuple Kanak qui est cantonné dans de véritables réserves pompeusement dénommées "provinces" Nord et Iles Loyauté (C.P.S. 23 en a fait une analyse). Au référendum du 6 novembre, le gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON courait deux lièvres à la fois : faire endosser aux masses populaires la responsabilité de sa politique coloniale ; obtenir une démonstration d'unité nationale plébicitaire qui l'aurait conforté.

Déjà cette politique qui vise à renforcer le joug colonial avec l'approbation des colonisés craque. En Nouvelle Calédonie, les "incidents" se multiplient entre les colons et le peuple Kanak. A Ouvéa, selon Alain RULLAT, rédacteur du "Monde", règne un état de guerre civile latente. Le Front Uni de Libération Nationale (FULK), sans rompre avec le FLNKS dont il est membre, a publié un communiqué. On y lit à propos du projet de loi sur la Nouvelle Calédonie, soumise à référendum :

> "(il) n'offre aucune garantie pour l'indépendance Kanak socialiste" (...) "Ce plan est celui du gouvernement français. Il condamne les aspirations profondes du peuple Kanak et peut instaurer la démobilisation, la paralysie et la division au sein du FLNKS" (...) "Ce référendum a pour but de consolider les nouvelles institutions coloniales pour une durée de dix ans".

Le FULK a appelé à voter NON.

Parce qu'il a estimé que "ce référendum a pour but de consolider les nouvelles institutions coloniales" et pas seulement pour dix ans, le Comité pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire (la reconstruction de la IVe Internationale), n'ayant pas la force politique de réaliser son boycott, l'a dénoncé dans les termes suivants :

> "Contre le référendum
>
> - Pour l'indépendance immédiate de la Nouvelle Calédonie ;
> - Retrait immédiat des troupes, de la police, des forces répressives, de l'administration françaises".

La bourgeoisie française se sert du gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON. Elle n'entend pas qu'il soit plébicité. Si l'U.D.F. s'est prononcée pour le OUI, le R.P.R. a appelé à l'abstention et le Front National à voter NON. Les organisations et partis bourgeois se sont divisés. A l'intérieur de chacune des formations bourgeoises, il y a des divergences profondes. Néanmoins la bourgeoisie joue aussi un double jeu. Elle voulait que cette nouvelle loi sur la Nouvelle Calédonie soit adoptée : le vote OUI du P.C.F., du P.S., de l'U.D.F. y

suffisait. Mais elle se réserve la possibilité, les circonstances changeant, de la modifier en l'aggravant. Elle continue à préparer, lorsqu'elle estimera que le temps en est venu, le retour au pouvoir d'un gouvernement uniquement composé de représentants des organisations et partis bourgeois.

QUATRE RESULTATS ELECTORAUX, UNE MEME VOLONTE : GOUVERNEMENT P.S.-P.C.F. SANS MINISTRE BOURGEOIS

Les résultats électoraux depuis la réélection de MITTERRAND à la présidence de la République jusqu'au référendum du 6 novembre sont politiquement complémentaires. Au second tour des élections présidentielles MITTERRAND a été réélu en obtenant 43,78 % des inscrits (plus qu'en 1981 : 43,15 % des inscrits). La classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse ont voté massivement MITTERRAND pour chasser CHIRAC, premier ministre depuis mars 1986 et candidat unique des organisations et partis bourgeois au second tour. A peine réélu MITTERRAND a constitué le gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR. Il s'est engagé à fond dans la politique "d'ouverture au centre", c'est-à-dire de collaboration avec les hommes politiques et les partis bourgeois. Ce n'est que contraint et forcé par les réactions des militants de son propre parti qu'il a dissout l'Assemblée Nationale, alors à majorité R.P.R.-U.D.F.. Mais il a imposé la présentation par le P.S., sous l'étiquette "majorité présidentielle" d'hommes politiques appartenant au personnel politique de la bourgeoisie.

Les candidats présentés par le P.S. n'ont obtenu au premier tour que 24,18 % des inscrits, ceux du P.C.F. que 7,22 % des inscrits : soit au total 31,40 % des inscrits. Les abstentions se sont élevées à 33,84 % des inscrits. Au second tour les abstentions sont restées considérables. A eux deux, le P.S. et le P.C.F. ont obtenu de justesse la majorité en élus à l'Assemblée Nationale parce qu'ils se sont désistés réciproquement l'un pour l'autre. A l'exception d'une, toutes les personnalités présentées par le P.S., faisant partie du personnel politique de la bourgeoisie, ont été battues. Un vote politiquement limpide : l'abstention déjà considérable, la défaite des personnalités des partis bourgeois présentées par le P.S., signifiaient : nous avons chassé CHIRAC, candidat unique des partis bourgeois, ce n'est pas pour que soit constitué un gouvernement de coalition entre le P.S. et des organisations, personnalités ou partis bourgeois. L'élection d'une majorité de députés du P.S. et du P.C.F., qui se sont désistés réciproquement l'un pour l'autre exprimait la volonté des masses : pour un gouvernement du P.S. et du P.C.F. sans ministre représentant de la bourgeoisie.

MITTERRAND a poursuivi sa politique. Il a constitué le gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON. Il a maintenu "l'ouverture au centre". Son gouvernement défend, au détriment du prolétariat et de la jeunesse, les intérêts du capitalisme français. Les résultats des élections cantonales du 25 octobre ont traduit le rejet par la population laborieuse de cette politique et de ce gouvernement. Le F.N. a été laminé, 2,56 % des inscrits, l'U.D.F. n'a obtenu que 8;9 % des inscrits et le R.P.R., 7,8 %. Mais le P.S. n'a obtenu que 14,69 % des inscrits et le P.C.F. 6,56 %. Il y a eu 51 % d'abstentions, un taux d'abstention jamais atteint. Les résultats du référendum le confirment : les travailleurs n'ont pas chassé du pouvoir CHIRAC, candidat unique de la bourgeoisie et de ses partis, en utilisant leurs bulletins de vote pour que vienne au pouvoir un gouvernement de coalition entre le P.S. et des personnalités politiques de la bourgeoisie. Ce qu'ils veulent, ils l'ont dit aux élections présidentielles et à l'Assemblée Nationale, c'est, répétons-le : un gouvernement du P.S. et du P.C.F. sans ministre représentant de la bourgeoisie.

UN COMMENCEMENT

Le supplément à C.P.S. n° 21, daté du 5 avril, motivait ainsi l'appel à voter MITTERRAND au second tour :

> "Ce vote n'implique aucune confiance en MITTERRAND et en sa politique. Mais la défaite de son candidat unique au deuxième tour affaiblira politiquement la bourgeoisie, la destabilisera politiquement. Elle facilitera la mobilisation du prolétariat, son engagement dans le combat selon ses propres moyens et méthodes. Au mois de décembre 1986, par peur que les enseignants, la classe ouvrière, n'engagent le combat aux côtés des étudiants et des lycéens et ne balaient son gouvernement, CHIRAC a été contraint d'annuler le projet de loi DEVAQUET qui visait à l'éclatement de l'Université nationale et à privatiser chaque université. Les dirigeants du PS et du PCF, ceux des centrales syndicales ont tout fait pour que les enseignants et le prolétariat dans leur ensemble n'engagent pas le combat. Défenseurs de l'ordre, de la société, de l'Etat bourgeois, ils ont sauvé le gouvernement CHIRAC de la déroute. Grâce à eux il est resté au pouvoir. Mais il a subi une grave défaite qui l'a obligé à assouplir ses méthodes politiques et à différer l'application de nombre de dispositions prévues dans le programme RPR-UDF. CHIRAC et la bourgeoisie espèrent que son élection gommerait cette défaite politique. Sa défaite, ou celle de BARRE, au 2e tour des élections présidentielles, contribuerait à ce que la classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse, renouent avec le combat de novembre-décembre 1986, ses moyens, ses méthodes, ses objectifs".

Dès la fin septembre ont eu lieu des mouvements qui annoncent cette échéance : le mouvement des infirmières et des différentes catégories des personnels de Santé ; la grève de 24 heures du 20 octobre à laquelle ont appelé les fédérations de fonctionnaires ; les grèves des transports de Lyon, de Nantes et d'autres villes. Cependant cette échéance reste à venir. Les infirmières, les infirmiers et les différentes catégories de personnels de la Santé ont subi, au cours des années précédentes, une dégradation particulièrement importante de leur pouvoir d'achat et de leurs conditions de travail. Cela ne suffit pourtant pas à expliquer l'ampleur et la vigueur de leur mouvement. Certes, l'écho qu'il a eu dans la classe ouvrière l'a conforté et impulsé. Mais il a eu cet écho parce qu'il a été une

manifestation de ce qui se prépare parmi les fonctionnaires, les travailleurs dépendant de l'Etat et l'ensemble de la classe ouvrière. En dépit de ses limites et de ses contradictions (voir l'article sur la grève des infirmières et des personnels de Santé) à son tour il a accéléré les processus en cours dans la classe ouvrière.

Son impact a été direct et immédiat parmi les travailleurs de la fonction publique et parmi les enseignants. Les dirigeants des fédérations de fonctionnaires, dont ceux de la F.E.N. n'ont pu rester totalement passifs face à la politique salariale du gouvernement. Pourtant, ils ont essayé, au-delà du possible, de ne pas remuer le petit doigt. Le gouvernement refuse d'augmenter les salaires des fonctionnaires de plus de 2 % en niveau en 1988. Or, déjà, officiellement, la hausse des prix entre le 1er janvier et le 30 septembre, serait, selon les indices officiels, de 2,5 %. Toujours selon les estimations officielles, la hausse des prix dépassera 3 % en 1988. Faisant preuve de l'esprit le plus accommodant qu'il soit, les directions de fédérations de fonctionnaires demandent que l'augmentation salariale se situe à 2,8 %. Elles consentent donc, a priori, une nouvelle baisse du pouvoir d'achat s'ajoutant au plus de 10 % de pouvoir d'achat perdu depuis 1982. Depuis plusieurs semaines les six fédérations de fonctionnaires, F.O., C.F.D.T., Autonomes, C.G.C. et F.E.N. laissaient entendre que si le gouvernement ne "faisait pas un geste", elles seraient obligées d'appeler pour le 20 octobre l'ensemble des fonctionnaires à une grève de 24 heures. Tout aussitôt la direction de la C.G.T. tentait d'organiser un contre-feu en appelant, elle, à une grève de 24 heures pour le 18 octobre. Au cours d'une entrevue d'une demi heure, DURAFOUR confirmait aux dirigeants des fédérations de fonctionnaires la position du gouvernement. Les dirigeants des six fédérations de fonctionnaires devaient à leur corps défendant appeler à cette grève de 24 heures à laquelle la direction de la fédération C.G.T. se ralliait au dernier moment mais en appelant à une "journée d'action".

UN GOUVERNEMENT MAL ASSURE ET EBRANLE

Une grève de 24 heures de plus, sans suite, comme il y en a eu de nombreuses dans le passé ? Ce n'est pas si simple. On ne peut pas même juger de l'importance de cette grève en se référant au seul nombre de ses participants. Pour en juger, il est indispensable de tenir compte des rapports avec les appareils syndicaux dont a impérativement besoin le gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON. Le gouvernement CHIRAC, notamment avant sa défaite de novembre-décembre 1986, pouvait espérer briser les organisation syndicales, préparer le corporatisme, en se subordonnant les directions des centrales. MONORY a voulu disloquer, faire exploser la F.E.N.. Compte tenu de ce que représente le corps enseignant, de ce qu'est la F.E.N., la seule fédération dans laquelle l'unité a été maintenue en 1948-49, faire éclater la F.E.N. aurait porté un coup très dur à tout le mouvement ouvrier. C'était indispensable pour progresser sur la voie du corporatisme et pour cela briser les centrales syndicales, se subordonner leurs appareils.

La défaite de CHIRAC aux élections présidentielles, le fait que MITTERRAND ait été élu par la classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse, en réalité parce que principal dirigeant du parti ouvrier-bourgeois parlementaire, le P.S., en s'appuyant sur le mouvement ouvrier et le prolétariat contre les partis bourgeois, font que son objectif ne peut pas être le corporatisme. Le gouvernement bourgeois MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON ne peut gouverner qu'avec la collaboration active du P.S. et du P.C.F. et des appareils syndicaux à commencer par celui de la F.E.N.. A leur tour, ces appareils, surtout celui de la F.E.N., reconnaissent ce gouvernemnet comme leur gouvernement. Ils sont volontiers à son service. Encore faut-il qu'ils sauvent les apparences et que le gouvernement leur en donne les moyens.

Pour les dirigeants de la F.E.N. notamment, appeler à cette simple grève de 24 heures était un démenti à leur politique. Objectivement cela signifiait : il faut combattre le gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON. Pour le gouvernement cet appel à la grève de 24 heures des fonctionnaires, alors que se développait le mouvement des personnels de la Santé, indiquait que les rouages indispensables à l'application de sa politique grippaient.

Les processus en cours dans le prolétariat et la jeunesse que révèlent au grand jour le mouvement des personnels de la Santé, les grèves des transports de Nantes, Lyon, Saint-Etienne et d'ailleurs, d'une certaine façon l'appel à la grève de 24 heures du 20 octobre, se conjuguent aux résultats électoraux et ébranlent le gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON. Ce gouvernement déjà faible et fragile se sent menacé. Il est de moins en moins assuré. Le P.S. et ses députés constituent nécessairement la principale force politique sur laquelle il s'appuie. Or, les évènements précités ont fait apparaître des fissures dans le P.S. et son groupe parlementaire. Il y a même eu une mise en question de la politique gouvernementale. On a vu un phénomène peu habituel : le premier secrétaire du P.S., lui-même ancien premier ministre, Pierre MAUROY, a utilisé les traditionnelles "questions publiques au gouvernement" posées le mercredi à l'Assemblée Nationale, pour poser des questions qui ressemblaient fort à une interpellation.

A NOUVEAU : "LE CYCLE INFERNAL"

Le gouvernement apporte éventuellement des "ajustements" à sa politique salariale. Il aurait renoncé à la politique dite de rigueur en raison des "bons résultats de l'économie". Mais pathétique, ou se voulant tel, Pierre BERAGOVOY, lors de la présentation du budget 1989, s'exclamait à la tribune de l'Assemblée Nationale :

> "Je comprends les organisations syndicales lorsqu'elles disent aujourd'hui "Vous ne pouvez pas raisonner exactement de la même façon maintenant que vous avez 3,5 % de croissance qu'hier où vous n'en aviez que 1,5 %. C'est vrai ! Et la question qui est posée est de savoir comment on

répartit cette croissance. Mais je dois dire qu'aucun d'entre nous - et je sais qu'aucun syndicaliste ne perd de vue ce point - ne peut penser qu'un dérapage inflationniste, qui compremettrait les résultats de notre commerce extérieur, qui minerait notre capacité à créer des emplois, soit satisfaisant pour ceux qui nous ont aidés à réaliser la croissance actuelle".

BEREGOVOY ressuscite la fameuse "théorie" chère à Léon BLUM du "cycle infernal" selon laquelle la hausse des salaires entraîne la hausse des prix, la hausse des prix celle des salaires, etc... Paul FABRA lui répond dans "Le Monde" du 23 et 24 octobre :

"Le ministre de l'économie et des finances sacrifie encore un peu plus aux phrases toutes faites quand il lance un appel à la responsabilité des salariés. Pourtant si une chose est claire, c'est qu'on ne peut absolument pas accuser ces derniers d'être à l'origine de la tension légère mais nette qui se manifeste sur les prix".

Les causes des tensions inflationnistes sont :

"La formidable création de liquidités qui avait précédé (le krach boursier) (et alimenté la spéculation) et qui l'a suivi, sur une échelle encore plus grande. Pour écarter les effets déflationnistes (et ajoutons le krach bancaire, des faillites en chaîne) les autorités monétaires ont ouvert toutes grandes les vannes du crédit. Leur parade a atteint en tous points l'objectif assigné : l'activité économique, loin d'être mise à mal par l'effondrement du château de cartes financier, fut puissamment stimulée par l'inflation de crédit".

APPEL AU SACRIFICE DES SALARIES SUR L'AUTEL DU CAPITAL

C'est dire combien est artificielle et parasitaire la relance économique internationale actuelle. Son parasitisme s'ajoute aux autres sources de parasitismes comme l'est l'économie d'armements. Les déséquilibres économiques et financiers entre grandes puissances et par rapport aux pays coloniaux se maintiennent quand ils ne s'aggravent pas. Plus que jamais la conjoncture économique et financière internationale est incertaine. Les entreprises capitalistes ont restauré leurs marges de profits de la fin des années 60 et du début des années 70. C'est en grande partie en raison de la baisse de la valeur de la force de travail, de sa surexploitation. Si même les entreprises capitalistes françaises commencent à réinvestir pour élargie la production, elles le peuvent parce que la baisse de la valeur de la force de travail et sa surexploitation leur en ont donné les moyens. La bourgeoisie française ne voudrait rien lâcher à la classe ouvrière alors que le présent de l'économie capitaliste dépend du château de cartes d'une immense inflation de crédit et que son avenir est toujours aussi sombre. D'autant qu'il reste peu d'années avant la mise en application de "l'acte unique européen", que la supériorité économique de grandes puissances capitalistes, comme le Japon et l'Allemagne, par rapport au capitalisme français, est écrasante, que l'impérialisme américain se donne les moyens de mener une guerre économique impitoyable. C'est ce que BEREGOVOY s'efforce d'exprimer en termes lyriques à l'Assemblée Nationale :

"J'en appelle du haut de cette tribune, à l'esprit de responsabilité des salariés que je sais grand... Quant à moi je prends mes responsabilités. Si nous savons résister aux entraînements passagers, dont parlait MENDES-FRANCE, si nous savons corriger les injustices, alors j'en suis convaincu, le pays, comprenant ce langage de courage et de vérité, acceptera de continuer l'effort auquel je l'appelle".

Le budget 1989, actuellement en discussion à l'Assemblée Nationale, est conforme à cette orientation de soutien du capitalisme français. Les entreprises capitalistes bénéficieront de milliards et de milliards d'allègements fiscaux. Les réductions sur la TVA leurs bénéficieront également. Elles pourront augmenter leurs profits, sans augmenter leur prix. A l'unanimité les députés ont voté la loi instituant le "revenu minimum d'insertion" : pour 1335 francs par mois en moyenne, selon les données fournies par le gouvernement, ceux qui les percevront parce que totalement démunis de ressources seront, sous prétexte "d'insertion sociale", contraints à mille et une besognes rebutantes. "L'impôt sur la fortune" tarte à la crème du P.S., est de plus en plus fantomatique. Par contre il est vraisemblable qu'il va a nouveau imposer les salaires de 1 % supplémentaire pour soi-disant combler le déficit de la Sécurité Sociale, ce 1 % s'ajoutant au 0,4 % toujours perçu depuis 1987.

Le gouvernement ne veut pas céder les misérables 0,8 % de réajustement pour 1988 que lui demandent les fédérations de fonctionnaires. DURAFOUR a expliqué au "Grand jury RTL - Le Monde" que :

"Dans la fonction publique toute augmentation générale des salaires a un effet d'annonce"... "par un effet pervers"... "toute l'échelle des salaires en subit le contre-coup".

Selon lui une augmentation des salaires des fonctionnaires de 0,8 % :

"Ce ne serait pas seulement insuffler 7 milliards de francs dans les revenus, ça serait presque le triple par le phénomène d'induction notamment dans le secteur privé".

LES "AJUSTEMENTS" DE LA POLITIQUE SALARIALE DU GOUVERNEMENT

Pourtant le gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON a le plus pressant besoin de la collaboration et de la participation des appareils syndicaux. Au lendemain du 20 octobre, il a fait de "nouvelles propositions" aux fédérations de fonctionnaires. Il propose : l'attribution, à partir du 1er janvier, de deux points d'indice à tous les fonctionnaires, soit 46 france pour tous par mois. Il souligne que cela correspondrait à une augmentation de 0,5 % de l'ensemble des salaires des fonctionnaires, ce qui approcherait les 0,8 % réclamés par les dirigeants syndicaux. De plus, fait-il valoir les salaires les plus bas de la catégorie "D" seraient augmentés de 0,86 %, ceux de la catégorie "C" de 0,7 %, ceux de la catégorie "B" de 0,6 %, ceux de la catégorie "A" seulement de 0,40 %. Le 8 novembre, DURAFOUR recevra les dirigeants des fédérations de fonctionnaires. Accepteront-ils ?

Le mouvement des personnels de la Santé, les tensions croissantes parmi les fonctionnaires et plus particulièrement les enseignants, ont amené le gouvernement à apporter des "ajustements" à sa politique salariale. Une augmentation des recettes fiscales consécutives à l'éclaircie économique lui donne les moyens d'une certaine élasticité, comme la hausse des profits donne un peu plus d'élasticité "aux trésoriers des entreprises" capitalistes. Mais les limites de cette élasticité sont vite atteintes. Dans son allocution du 13 octobre sur TF1, Michel ROCARD s'est exprimé très clairement : son gouvernement se propose de "négocier métier par métier, entreprise par entreprise publique". Il a précisé que toutefois, les marges étaient étroites et que, par exemple, infirmières et infirmiers n'obtiendraient rien de plus que ce qu'ils avaient déjà obtenu. Et qu'entend négocier le gouvernement ? Sous prétexte de redresser certaines situations, celle des infirmières et infirmiers, celle des enseignants, le gouvernement va tenter de briser la grille indiciaire de la fonction publique. DURAFOUR déjà cité l'a dit nettement : "la grille des salaires a maintenant quarante deux ans", le gouvernement se propose d'en finir avec. Il veut briser les parités externes et internes, procéder à un bouleversement des qualifications ainsi que le patronat veut y procéder dans le secteur privé. Il compte, pour y parvenir, sur la coopération des appareils syndicaux, la participation. Au fond, le gouvernement veut saisir cette occasion pour disloquer la fonction publique et le corps enseignant sous prétexte de revalorisation de telle ou telle catégorie.

LES ENSEIGNANTS DANS LE COLIMATEUR

Le corps des enseignants est une des corporations visées en premier lieu. Au soir du 20 octobre, lors de l'émission "Questions à domicile", Lionel JOSPIN a exposé les objectifs du gouvernement : décentralisation accélérée et accentuée de l'enseignement ; allègement des programmes, en finir avec "la dictature des mathématiques", "l'empilement des connaissances" ; permettre, par l'aménagement des horaires, que les familles puissent disposer du week-end et en même temps laisser du temps libre pour l'enseignement du catéchisme ; à défaut d'une loi de programmation, une loi d'orientation sur l'éducation. A ces objectifs qui s'inscrivent dans la progression vers la dislocation de l'enseignement public, serait liée la discussion en novembre-décembre sur la revalorisation de la fonction enseignantes. Immédiatement la direction de la F.E.N. a publié un communiqué dans lequel elle se félicite des propos du ministre :

> "La F.E.N. demandait : une loi de programmation pour la transformation du système éducatif et l'ouverture d'une négociation. Le ministre s'engage à ouvrir des négociations avec les organisations représentatives des personnels sur la revalorisation de leurs métiers, dans la perspective d'une transformation qualitative et quantitative de l'éducation. Il annonce aussi une revalorisation des moyens pour la rentrée 1989. La F.E.N. se félicite de l'annonce d'une loi d'orientation sur cet ensemble. Pour concrétiser ces perspectives, le gouvernement doit fixer clairement à la nation les étapes de cette profonde mutation par un engagement de programmation. Le ministre est prêt à dialoguer. La F.E.N. aussi".

LES SOUTIENS DU GOUVERNEMENT

Aussi incertain qu'il soit, le gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON poursuit sa politique de défense des intérêts du capital au détriment des travailleurs et de la jeunesse. En chaque circonstances il s'axe sur les exigences de la bourgeoisie. Il le peut car les directions syndicales, alors même qu'elles sont obligées d'appeler à un mouvement comme celui du 20 octobre, le limitent le plus possible. Elles poursuivent le dialogue et la coopération avec le gouvernement. Elles entendent les resserrer encore.

Menacé par le mouvement des masses, le gouvernement est sous la haute surveillance des organisations et partis bourgeois. Mais en certaines circonstances, pour le moment, il leur arrive de lui "donner un coup de main". Dans les faits le P.C.F. le soutient. Significatif sont, bien sûr les appels à voter OUI au référendum du 6 novembre du P.C.F., des centristes, de l'U.D.F.. Non moins significatif a été le vote sur la partie "recettes" du projet de budget 1989. En échange d'une réduction de la TVA sur les produits de luxe, de la taxe professionnelle, du maintien des dispositions fiscales d'encouragement à la construction, les "centristes" de l'U.D.F. de MEHAIGNERIE se sont abstenus. Les députés du P.C.F. se sont aussi abstenus, mais eux ce fut gratuitement. Ainsi le gouvernement n'a pas eu besoin d'avoir recours à l'article 49 ter pour éviter qu'une majorité se prononce contre la partie "recettes" de son projet de budget 1989.

Ce ne sont pas seulement des appareils syndicaux, le P.S. et le P.C.F., à l'occasion telle ou telle fraction d'organisations ou de partis bourgeois, qui soutiennent le gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON. Par leur politique, les gauchistes, la L.C.R., au travers des "coordinations" et particulièrement de la coordination infirmière, ont évité au gouvernement de subir une défaite politique, peut-être irrémédiable. L'article de ce numéro de C.P.S. consacré au mouvement des infirmières, des infirmiers, et des autres catégories de personnels de la Santé, le montre sans ambiguïté. L'appellation "coordination" est source de confusion. La "coordination" étudiante et lycéenne était un véritable comité central de la grève générale des étudiants et des lycéens. Ses membres, les membres de son bureau étaient élus et révocables. Elle réalisait l'unité des étudiants et des lycéens. Elle englobait les organisations syndicales. Elle centralisait nationalement le mouvement et constituait son état-major. Elle a dirigé les étudiants et lycénes là où il le fallait : par deux fois, la première par centaines de milliers, la seconde à près d'un million, à l'Assemblée Nationale. Loin de cultiver l'étroitesse corporative et de rejeter les organisations syndicales, contre le gouvernement CHIRAC, elle en a appelé aux directions syndicales en proposant aux dirigeants des centrales d'organiser en commun avec elle une manifestation commune monstre des étudiants, des lycéens et des travailleurs, le mercredi 10 décembre. Ainsi le gouvernement CHIRAC a subi une dure défaite.

QUELLE ORIENTATION SUIVRE ?

Le mouvement des infirmières, infirmiers, travailleuses et travailleurs des différentes catégories de personnels de la Santé, ceux qui ont lieu à Lyon, à Nantes, à Saint-Etienne, chez les traminots ne sont que des premiers engagements. D'autres suivront à plus ou moins longue échéance. Se regrouper, s'organiser pour les préparer est non seulement légitime mais nécessaire, sans pour autant se considérer, ipso facto, comme la direction de droit des mouvements. Agir ainsi, c'est agir en direction auto-proclamée qui "prend en main" le mouvement. Est décisif : l'orientation sur laquelle les mouvements sont préparés, s'engagent et qu'ils suivent. Dès lors que les revendications avancées sont des revendications essentielles, pour obtenir qu'elles soient satisfaites, il faut infliger, pour le moins, une défaite politique au gouvernement, aujourd'hui au gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON. Les mouvements engagés ont à ouvrir la voie du combat à toute la classe ouvrière, à la population laborieuse, à la jeunesse contre ce gouvernement, pour un autre gouvernement sans ministre représentant des organisations et partis bourgeois ou comprenant des personnalités politiques de la bourgeoisie.

Au moment actuel un tel gouvernement serait forcément un gouvernement du P.S. et du P.C.F.. Qu'il y ait une majorité de députés du P.S. et du P.C.F. facilite ce combat. Aller exiger des députés du P.S. et du P.C.F. qu'ils décident que les revendications mises en avant soient satisfaites, s'intègre à l'action politique pour que la majorité P.S.-P.C.F. à l'Assemblée Nationale décide que celle-ci est souveraine, que cette majorité prend le pouvoir et constitue un gouvernement sans ministre représentant de la bourgeoisie. Aller exiger des députés du P.S. et du P.C.F. qu'ils décident que les revendications mises en avant soient satisfaites c'est donner aux mouvements de la classe ouvrière et de la jeunesse le débouché politique sans lequel aucun grand mouvement ne peut être réellement victorieux.

Faire appel à l'initiative des travailleurs pour qu'ils préparent, engagent, mènent le combat (et non s'en remettre à la bonne volonté des appareils syndicaux) est indispensable. Cependant, préparer, engager, poursuivre la lutte, agir de telle sorte que les travailleurs contrôlent et dirigent leur mouvement, tout cela exige le combat pour imposer le Front Unique aux organisations syndicales. Si subordonnés à la bourgeoisie que soient leurs appareils, les organisations ouvrières, et particulièrement les syndicats, sont indispensables aux travailleurs quotidiennement, comme dans l'action. Ne pas combattre pour le Front Unique des organisations syndicales alors que les travailleurs sont en mouvement, sont en grève, ont engagé la bataille, c'est laisser les appareils les utiliser pour trahir.

La lutte pour le Front Unique est toute une politique. Elle implique d'engager l'action politique pour que les organisations ouvrières rompent avec la bourgeoisie. En ce qui concerne les organisations syndicales, rompre avec la bourgeoisie c'est : rompre avec le gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON ; démissionner de tous les organismes de coopération et de participation et les boycotter ; se prononcer pour des plates-formes revendicatives unitaires et réaliser l'unité dessus. Lutter pour le Front Unique Ouvrier c'est défendre soi-même ces plates-formes unitaires.

Rattrapage du pouvoir d'achat -sa garantie par l'échelle mobile des salaires - sur cette base, commune à toutes les catégories et à toutes les corporations, revendiquer la revalorisation des catégories déclassées et défavorisées.

Pour préparer, engager, mener, contrôler et diriger leur combat, les travailleurs ont besoin de former des organismes qui les rassemblent tous et les représentent dans leur ensemble et qu'ils contrôlent strictement. Organismes qui réalisent et cimentent le Front Unique. La chaîne, Assemblée Générales, comités de grève, comité central de grève, qui intègrent les représentants élus, mandatés et révocables des travailleurs auxquels participent les syndicats, est indispensable à l'unité du mouvement, à son contrôle et à sa centralisation par les travailleurs eux-mêmes.

LA GREVE DES INFIRMIERES ET DES PERSONNELS DE SANTE A DEMONTRE :

POUR QUE LES REVENDICATIONS SOIENT SATISFAITES IL FAUT VAINCRE LE GOUVERNEMENT MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON

Cinq mois après la défaite des partis bourgeois aux élections présidentielles, la grève des infirmières et des personnels des différentes catégories des hôpitaux a éclaté. Il s'agit de la grève la plus puissante qu'ait jamais connu les secteurs de la Santé. Le mouvement a culminé le jeudi 13 octobre avec la manifestation de 100 000 infirmières et travailleurs de la Santé de toutes catégories. Du jamais vu. Pourtant, le soir même le gouvernerment a annoncé qu'il disait NON à l'essentiel des revendications des personnels de Santé, infirmières comprises. Le 17, le journal "Libération" titrait :

"Le gouvernement ne lâchera rien de plus.
Les infirmières bloquées au sommet de la vague".

Avant d'examiner comment le mouvement s'est développé, pourquoi et comment il a été bloqué, il convient de revenir sur ses origines.

LES ORIGINES DU MOUVEMENT

Alors que la manifestation du 13 octobre avait lieu, des critiques se sont faites entendre à l'égard du ministre de la Santé, Claude EVIN. Selon "Libération", à l'Assemblée Nationale même, il a été reproché à ce "fidèle de ROCARD" de ne pas avoir désamorcé à temps le mouvement, alors qu'en juin déjà on savait que le conflit des infirmières allait éclater. Quelle est donc la situation dans les hôpitaux ? Le 2 juillet "Le Monde des Affaires" a publié une enquête sur l'hôpital public. On y lisait :

"L'hôpital se pilote désormais comme une entreprise. La recherche de la productivité devient la règle d'or de ce secteur économique qui pèse plus de 200 milliards de francs".

L'auteur de l'article, Y. GUIHENEUF, affirme même que si la rigueur ne date pas de cette époque, l'instauration du budget global a annoncé un tournant. Il existe sept méthodes pour faire "tourner" les hôpitaux à recette constante, alors que le nombre de patients augmente de 2 % par an :

compte pour 70 % dans les dépenses hospitalières: en reportant certains travaux d'entretien; en diminuant les investissements (en particulier la construction de nouveaux bâtiments), qui sont passés de 13 % à 2 % seulement des budgets hospitaliers; en gérant mieux la trésorerie; en améliorant la productivité des services généraux; et en diminuant les durées de séjour, grâce aux innovations techniques et médicales – vingt-cinq mille lits de « court séjour » ont ainsi été supprimés en dix ans. Une septième méthode radicale pour diminuer les coûts consiste à transférer des malades vers les cliniques privées, pour le plus grand bonheur de ces dernières

Ainsi 20 000 postes d'agents statutaires ont déjà été supprimés (non remplacement des départs à la retraite, des congés de maladie ou de formation...). Les hôpitaux sont ouverts aux entreprises privées : sous-traitance du service restauration, de chauffage, etc...

"L'Humanité" du 12 juillet indiquait que le gouvernement actuel entend poursuivre la politique de démantèlement des hôpitaux publics. L'article fait état du contenu d'un rapport de la commission d'anesthésiologie que préside le professeur LARENG et d'un ouvrage de la direction générale de l'Assistance Publique de Paris (A.P.P.), "L'Hôpital du XXIe siècle" :

"Le rapport de la commission LARENG a un contenu très dangereux, remarque Hélène DUBEROS, membre de la C.E. de la C.G.T., en s'appuyant sur une situation créée volontairement, on nous propose l'introduction en force de la médecine libérale dans le secteur hospitalier. Ce n'est que l'application de la politique des différents gouvernements depuis les années 1985-1988. (Elle truque : c'est de bien avant que date cette politique, mais de 1981 à 1984 il y avait des ministres du P.C.F. au gouvernement). C'est un projet lourd de conséquences pour l'avenir, il favoriserait l'éclatement du service public et sa privatisation".

Mais pourquoi ce profond mouvement s'est-il développé en septembre-octobre 1988, alors que la mise en application du budget global date de 1983 et que le pouvoir d'achat des salaires des personnels hospitaliers – comme celui de tous les salaires des travailleurs de la fonction publique – a diminué considérablement depuis 6 ans ? Dans l'éditorial du numéro 23 de C.P.S., nous écrivions :

Un fait politique demeure : une nouvelle fois les partis bourgeois ont été battus aux élections ; une nouvelle fois il existe une majorité P.S.-P.C.F. à l'Assemblée Nationale. De plus en plus nettement la classe ouvrière, la

population laborieuse, la jeunesse ont conscience que la satisfaction des revendications et une solution ouvrière à la question du gouvernement sont indissociables : il faut un gouvernement qui s'appuie sur les masses, mette en cause le régime capitaliste pour surmonter la crise et s'engager sur la voie menant au socialisme. Comment satisfaire les revendications, en finir avec le chômage dont sont victimes des millions et des millions de travailleurs, comment satisfaire les immenses besoins des masses populaires, sans un plan de production élaboré et réalisé sous le contrôle des travailleurs ? En portant au pouvoir un gouvernement ouvrier et paysan.(...)

Mais l'expérience a appris aux travailleurs que ni le P.S. ni le P.C.F. ne s'engageront dans cette politique. Il faudra leur imposer ces décisions, en allant manifester en masse à l'Assemblée Nationale, comme l'ont fait les étudiants et les lycéens en novembre-décembre 1986. Qu'est-ce qui catalysera ce mouvement des masses ? Impossible de le dire. Par contre, il est possible de dire que la classe ouvrière se prépare à cette action : lorsqu'elle se rassemble pour ses revendications, qu'elle exige des centrales, fédérations, syndicats qu'ils rompent avec la participation et la boycottent et réalisent le Front Unique. Ainsi se réunissent les conditions d'authentiques et efficaces combats. Pour et dans ces combats les formes d'organisations que les étudiants et les lycéens ont utilisées ressurgiront. La classe ouvrière se souviendra également de l'orientation et de l'objectif des étudiants et des lycéens : l'Assemblée Nationale, le gouvernement.

C'est sur ce fond que les infirmières et l'ensemble des travailleurs de la Santé ont engagé leur combat. Le mouvement des infirmières et des autres catégories de travailleurs de la Santé a été contradictoire à la "tactique" que la direction de la C.G.T. a imposée en juillet dans certains hôpitaux, comme à l'hôpital Charles Foix, et aux limites de mouvements comme celui des sages-femmes. L'appareil de la C.G.T. a organisé systématiquement la dislocation ce qui a permis aux directions des hôpitaux d'augmenter les charges de travail (voir C.P.S. n° 23). La manifestation nationale, à laquelle ont participé non seulement les infirmières mais toutes les catégories des travailleurs de la Santé, a témoigné de la recherche par ces travailleurs de la centralisation de leur mouvement contre la politique du gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON. Y sont-ils parvenus ? La suite a prouvé que non.

LES DIRIGEANTS SYNDICAUX DISLOQUENT ET DIVISENT

Au moment où se posait la question du non remplacement des personnels en congé d'été. L'orientation de la C.G.T. consistait à inciter à des "actions" émiettées par service, par hôpital : "luttez, on vous soutiendra". "L'Humanité" du 5 juillet publiait un article intitulé :

"12e jour de grève à l'hôpital Charles Foix d'Ivry"

"Service par service les grévistes ont chiffré les besoins. Il faut embaucher cinquante cinq infirmières pour travailler dans de bonnes conditions, pour le personnel et surtout pour les malades... Actuellement une infirmière diplômée débute à 5 700 francs par mois. Et encore, ajoute Sylviane, les primes représentent 35 % de ce salaire. Les infirmières demandent donc 1 500 francs tout de suite pour tous, l'intégration des primes, un vrai treizième mois".

"L'Humanité" du 30 juillet 1988 écrit :

Nous, infirmières, qui consacrons tant de temps et de forces aux malades, nous avons été sidérées de voir combien les militants CGT donnent sans compter leurs forces et leur temps pour défendre des idées. Devant une telle détermination, une telle énergie, il n'était pas possible d'évoquer sa propre fatigue pour rentrer chez soi. Leur exemple nous a incitées à prendre part à la lutte, de manière active. »

L'article annonce que les infirmières de l'hôpital Charles Foix revendiquaient la création de 5 postes (sic) et qu'elles ont obtenu satisfaction après 30 jours de grève. Cinq jours plus tard "L'Humanité" reconnaît qu'en réalité la direction n'a pas embauché !

Cette tactique des luttes "à la base" vise à disloquer, à décourager les personnels, à faire avorter la mobilisation de toute la corporation. L'appareil de la C.G.T. l'a amplifiée à la rentrée. Dans le secteur de la Santé, le 14 septembre, la fédération C.G.T. dépose un préavis de grève du 20 au 30 septembre, puis le 15 un autre préavis qui va du 30 septembre au 15 octobre. La direction de la C.G.T. appelle à une journée d'action (grèves et manifestations) pour le 27 septembre. Il s'agit de lutter pour le "rejet du projet CHOTARD" sur la Sécurité Sociale, pour la protection sociale, les salaires, l'emploi, les libertés.

Notons qu'au même moment les représentants de la C.G.T. siègent avec ceux des autres confédérations au Conseil Economique et Social légitimant ainsi la nécessité de réformer la Sécurité Sociale. Cette journée d'action a été très peu suivie, ce qui indique le rejet massif par les travailleurs des "actions" de division.

Quant aux autres fédérations de la Santé, c'est généralement la passivité. Elles ne proposent rien, n'ouvrent aucune perspective. Elles laissent, en général, les mains libres à la fédération C.G.T. pour bouziller toute mobilisation réelle des personnels de la Santé et pratiquer la division.

D'OU VIENT, COMMENT S'EST ORIENTEE LA COORDINATION INFIRMIERE

Il est temps d'en venir à la coordination infirmière et aux autres coordinations. Un article du "Monde" du 29 septembre 1988 indique :

> La coordination est née de l'incapacité des syndicats à s'implanter dans cette profession (à peine 8 % de syndiqués) et de la faiblesse des associations. En 1987, une nouvelle association, l'Union nationale des associations et syndicats infirmiers et des infirmiers français (UNASIIF) a vu le jour. Elle a organisé avec la CFDT et la coordination des anesthésistes une manifestation le 25 mars. Mais, voyant que l'UNASIIF ne souhaitait pas donner des suites immédiates à cette mobilisation, une centaine d'infirmières d'Evry et d'hôpitaux parisiens a créé une coordination et établi une plate-forme de revendications

Cette explication est un peu courte. La coordination des infirmières ne s'est pas constituée spontanément mais à l'initiative des militants de la L.C.R., qui d'ailleurs ne le nie pas, lesquels occupent des positions importantes dans la fédération C.F.D.T. de la Santé, en région parisienne. "L'Infirmière Magazine" se fait le porte-parole de la coordination infirmière :

> "Le 14 juin, seconde Assemblée Générale 250 infirmières (de 60 hôpitaux) sont réunies et établissent une plate-forme de revendications : la "coordination Ile de France" est née".

La coordination Ile de France décide d'appeler à la préparation d'une journée d'action le 29 septembre de toutes les infirmières et infirmiers. Le 9 août, la coordination adresse une lettre aux organisations syndicales nationales et régionales du secteur sanitaire et aux organisations d'infirmières. Le 15 septembre se tient une nouvelle coordination (500 infirmières de 116 établissements dont 20 de provinces). Les décisions suivantes sont prises : adoption de la plate-forme ; une délégation déposera les revendications au ministère le 29 septembre ; appel aux infirmières à la grève et à manifester le 29 au ministère.

Toutes les fédérations de la Santé appellent à la grève pour le 29 septembre, mais chacune de leur côté. Elles refusent de réaliser l'unité pour un appel commun. "Libération" du 30 septembre note :

> Le mouvement de grève du personnel infirmier, lancé pour la journée d'hier par la « coordination Ile-de-France », rencontre un succès inattendu, au delà de toutes les espérances (plus de 80 % de grévistes dans les hopitaux parisiens), un succès qui paraît surtout déranger pouvoirs publics et institutions syndicales.
>
> Un décalage saisissant. D'un côté, les syndicats: la CGT, la CFDT, mais aussi FO et la CFTC en délégations éclatées. Ainsi, la CFDT nationale a refusé de se mêler au cortège, préférant attendre à l'arrivée, devant le ministère. Résultat? A midi, c'est le fiasco, ils ne sont qu'une maigre délégation, coincée à l'écart, derrière de lourdes barrières métalliques.
>
> De l'autre, une manifestation décontractée, un cortège sûr de lui et qui n'a demandé à personne le droit de se former et de déambuler entre la gare Montparnasse et le ministère de la Santé

Les dirigeants des fédérations continuent à se partager le travail de division. "F.O.-Hebdo" du 28 septembre titre :

> "Semaine d'action infirmières et para-médicaux dont ce jeudi 29 septembre constitue le point fort". (Il s'agit) "d'ouvrir de vraies négociations (pour) des salaires décents".

La fédération F.O. se prononce pour une revalorisation indiciaire de toutes les catégories. Elle met en cause le budget global, les redéploiements. Mais il n'est surtout pas question de lancer un appel unitaire aux autres et avec les autres fédérations.

L'appel de la coordination des infirmières à la grève et à la manifestation du 29 septembre a semblé ouvrir à celle-ci une voie et la possibilité de se rassembler pour combattre. Il a eu un tel écho parmi les infirmières et les infirmiers et aussi parmi les autres catégories de personnels de la Santé que les fédérations ont été contraintes d'y appeler également. La coordination des infirmières a été suivie par l'ensemble du personnel infirmier. Il s'est tourné vers elle et l'a reconnue comme direction de fait du mouvement. Voici comment "L'Infirmière Magazine" commente la manifestation du 29 septembre :

> Paris, jeudi 29 septembre, 9 h 30. Du jamais vu ! 20 000 infirmières attendent au pied de la Tour Montparnasse le départ de la longue marche qui les mènera en fin de matinée devant le Ministère de la Santé. Quelques milliers supplémentaires se groupent directement devant le Ministère derrière les banderoles de l'UNASIIF et choisissent de faire bande à part de la coordination en empruntant un parcours différent de manifestation.
>
> Néanmoins, une seule impression se dégage de l'ambiance "chaude" de ce splendide début de journée d'automne. Elles sont toutes là dans la rue : hospitalières (80 % de grévistes), libérales (la Fédération Nationale des Infirmières a appelé ses adhérents à manifester leur mécontentement aux côtés de leurs collègues des hôpitaux publics et des cliniques privées), scolaires, élèves, enseignantes, cadres, infirmières générales...

Il n'est pas fait mention des autres catégories de personnels qui ont manifesté également ce 29 septembre. Ensuite :

> 12 h 30, les jeunes membres actifs de la coordination sortent du ministère. Ils ne cachent pas leur déception : "Claude Evin reste sur ses propositions. La coordination ne sera pas conviée à la table des négociations qui se tiendra à partir du 6 octobre".
>
> Avant même l'assemblée générale qui se tiendra à la Bourse du Travaul au début d'après-midi, la position de la populaire coordination est claire et déterminée : "Il faut continuer de plus en plus fort. Il faut créer des coordinations locales pour redescendre

dans la rue demain. Nous serons tous en grève, tous ensemble au même moment pour obtenir le plus rapidement possible satisfaction sur l'ensemble de nos revendications".

Après la manifestation, plusieurs milliers d'infirmières se sont retrouvées pour une assemblée générale mouvementée. Ils ont rappelé leur souhait de participer début octobre aux négociations : "Il est impensable que le ministre choisisse de traiter avec les syndicats qui ne représentent que 7 % du personnel".

Ils ont également tenu à marquer une certaine distance avec les autres paramédicaux qui souhaitent profiter de l'ampleur du mouvement pour revendiquer, eux aussi, des hausses de salaire et une révision de leurs statuts. "Nous n'avons rien contre les aides-soignantes, les ASH ou les laborantins... mais nous souhaitons défendre avant tout nos propres intérêts. Il y a tant à faire pour les infirmières qu'il n'est pas souhaitable que le conflit déborde sur d'autres catégories professionnelles. Ça compliquerait trop le jeu !" Les syndicats râlent et se refusent à toute négociation qui ne satisferait que les infirmières seules.

Cela est également la division.

LA PLATE-FORME REVENDICATIVE ET CE QU'ELLE IMPLIQUAIT

La coordination infirmière a mis en avant la plate-forme suivante. ~~C'est avouer le caractère en grande partie artificielle et parasitaire de la relance économique internationale actuelle, son parasitisme~~ :

• **Un statut commun à l'ensemble des infirmières salariées :**
— une grille salariale unique minimale avec une augmentation immédiate de 2 000 F, soit aucun salaire à moins de 8000 F net (hors primes),
— une revalorisation de la prime Veil (indice INSEE),
— un treizième mois pour tous,
— la reprise de l'ancienneté à 100 % en cas de changement de secteur d'activité et ce, quel que soit le nouvel employeur,
— le droit à la formation continue payé par l'employeur (15 jours par an).

• **La révision de la gestion des hôpitaux avec :**
— l'arrêt des suppressions de postes dans les services hospitaliers,
— l'embauche de toutes les infirmières nouvellement diplômées,
— l'augmentation du nombre d'infirmières au chevet des malades,
— la révision des gestions informatiques du temps de travail du personnel hospitalier.

• **Formation :**
— l'abrogation pure et simple du décret de décembre 1987 qui réglemente les entrées dans les écoles d'infirmières.

• **L'obligation de travailler en tandem** pendant un temps déterminé par la nature du service et le service lui-même, pour toutes les infirmières arrivant dans un nouveau service.

• Le paiement intégral des journées de grève.

Ces revendications sont pleinement justifiées. Mais elles sont présentées comme des revendications particulières des seuls infirmières et infirmiers, de façon catégorielle. Or, la satisfaction de ces revendications exigerait de balayer la politique de la Santé non seulement du gouvernement MITTERRAND -ROCARD - DURAFOUR - SOISSON, mais de tous les gouvernements précédents, toute leur politique salariale, toute leur politique de défense du capitalisme, toute leur politique contre la classe ouvrière. La satisfaction de ces revendications exigerait d'infliger une défaite irrémédiable au gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON. La catégorie infirmières et infirmiers peut-elle, à elle seule, y parvenir ? A l'évidence, non.

L'orientation à suivre devrait être : préparer la grève générale de toutes les catégories de personnels de Santé et non enfermer un mouvement des infirmières et infirmiers dans les limites d'une coordination infirmière ce qui les poussait sur la voie d'une lutte purement catégorielle. D'autant plus qu'une grève des infirmières et infirmiers est très largement théorique. Ils ne peuvent abandonner purement et simplement les malades. Ils sont tenus par la loi d'assurer "les urgences". Si bien que "la grève" se réduit bien souvent à porter un badge "infirmière (ou infirmier) en grève". La force du mouvement dépend de son impact politique. Une grève générale des travailleurs de la Santé aurait été un appel à la grève générale de toutes les catégories de fonctionnaires et, au-delà, à la mobilisation de l'ensemble de la classe ouvrière. Au lieu de quoi la stratégie de la coordination des infirmières développait toutes les réactions catégorielles. Aux côtés de la coordination infirmières ont surgi les coordinations de multiples catégories (anesthésistes, aides-soignantes, personnel de santé, etc...). Les coordinations et les catégories se sont souvent vivement opposées les unes aux autres. Dans de nombreux hôpitaux le noyau agissant des infirmières s'opposait même à des assemblées générales communes de l'ensemble des catégories.

Les fédérations F.O., C.F.D.T., C.F.T.C. ont développé de leur côté la division au nom des intérêts de l'ensemble des catégories de personnel de la Santé. Quant à la direction de la fédération C.G.T. elle a emboîté le pas à la coordination infirmière. Elle en a même rajouté, quant aux revendications, sur celle de la coordination infirmière :

- l'augmentation des salaires et pensions avec :
. rattrapage de 2.000 francs mensuels pour les pertes importantes de pouvoir d'achat ces 6 dernières années,

. un minimum de 6.000 francs à tout agent non qualifié.

La révision des classifications reconnaissant les qualifications de tous les acteurs de l'hôpital : avec un début de carrière :
- de 7.500 francs pour les A.S.H., ouvriers, ayant un C.A.P.
- de 8.700 francs pour les aides-soignant(e)s et ouvriers hautement qualifiés,
- de 9.800 francs pour les niveaux B.A.C. et techniciens,
- de 11.000 francs pour les techniciens supérieurs (I.D.E, I.S.P., Labo, radio.)

En même temps elle infiltrait la coordination infirmière.

La coordination infirmière ne peut ignorer les organisations syndicales, aussi s'adresse-t-elle à elles. Mais de quelle façon ? Le 9 août, par exemple, elle leur envoie une lettre. On y lit :

COORDINATION INFIRMIERE D'ILE DE FRANCE

Paris le 9 août 1988

(Syndiquées, non syndiquées, associées, non associées)

LETTRE AUX ORGANISATIONS SYNDICALES NATIONALES ET REGIONALES DU SECTEUR SANITAIRE ET AUX ASSOCIATIONS D'INFIRMIER(E)S

.A deux reprises la Coordination des Infirmier(e)s d'Ile de France s'est adressée aux organisations syndicales du secteur sanitaire et aux associations d'infirmier(e)s:

-pour les inviter à l'Assemblée Générale du 14 juin (lettre du 25 mai et tract joint);
-pour qu'elles contribuent à faire du 29 Septembre la journée d'action de tous les infirmier(e)s et répondent ainsi à l'Appel lancé par 250 infirmier(e)s de 60 Hôpitaux, réuni(e)s le 14 Juin à Paris.

.Comme nous l'indiquions dans ces courriers:une revalorisation de haut niveau de notre profession est indispensable. C'est aussi la position déclarée des organisations syndicales et associatives.
Afin d'atteindre cet objectif, il s'agit maintenant contre la division et les journées sans perspectives, de rassembler dans un cadre large, représentatif et démocratique,tous les infirmiér(e)s D.E.,spécialisé(e)s, psychiatriques et élèves (syndiqué(e)s,non sydiqué(e)s , associé(e)s, et non associé(e)s).
Nous souhaitons la participation des organisations. Qu'elles apportent leur savoir faire,leurs propositions en respectant la souveraineté des Assemblées Générales d'infirmier(e)s.

.D'ores et déjà plusieurs organisations ont manifesté; soit leur soutien à la démarche engagée (le Comité Régional de Coordination C.F.D.T.),soit leur volonté d'établir des contacts avec la Coordination (l'U.N.A.S.I.I.F. et la Fédération C.F.T.C.).
Les autres organisations n'ont pas encore répondu à nos courriers.

.Maintenant la préparation de la journée d'action du 29 Septembre va s'intensifier dans les établissements de santé. Tant en Province qu'en Ile de France (où les infirmier(e)s seront en grève pour participer à la Manifestation le matin au Ministère de la Santé et à l'Assemblée Générale l'aprés midi).

Aussi la Coordination Infirmière d'Ile de France s'adresse à nouveau à chaque organisation afin de connaître précisément son attitude pour cette journée d'action:

Votre organisation :

1)-participera t-elle à la mobilisation des infirmier(e)s ?
2)-soutient-elle la démarche engagée par la Coordination ?
3)-compte t-elle déposer un préavis de grève ?
4)-le cas échéant,quels soutiens apportera t-elle aux infirmières (syndiqué(e)s ou non, associé(e)s ou non) confronté(e)s à des désignations abusives,voire à des tentatives de répression ou d'intimidation de la part d'autorités hospitalières ?

Pour notre part ;-nous vous invitons à participer à l'Assemblée Générale le 15 Septembre (3 rue du Château,Bourse du Travail de Paris , de 14h à 19h);
-et sommes désireux de vous rencontrer avant cette échéance pour discuter des problèmes de la profession Infirmière et des perpectives d'action communes.

Adressez votre réponse au : CENTRE HOSPITALIER
COORDINATION INFIRMIERES D'ILE DE FRANCE
Chetanneau Isabelle
QUARTIER DU CANAL 91014 EVRY CEDEX.

Veuillez agréer l'expression de nos salutations distinguées.

LA COORDINATION CONTRE LE FRONT UNIQUE DES ORGANISATIONS SYNDICALES ET DE TOUT ORGANISME REPRESENTANT LE PERSONNEL

C'est une "assignation à comparaître" devant ce que la coordination baptise "Assemblées générales d'infirmièr(e)s" ou considérées comme telles : par exemple "l'Assemblée Générale (du) 15 septembre" qui n'est qu'une assemblée de la coordination. En aucun cas elle n'appelle les infirmières et infirmiers à imposer le Front Unique à tous les niveaux aux organisations syndicales, des établissements de santé au sommet des fédérations, ce qui, somme toute, fait bien l'affaire des dirigeants de ces fédérations. Ils peuvent se tenir à l'écart en gardant leur liberté de manoeuvre et ils en useront. Et surtout la coordination ne dit pas dans ses lettres qu'elle lutte faut-il développer pour obtenir satisfaction. Elle ne mentionne notamment pas la nécessité de constituer : des comités de grève élus et mandatés en Assemblées Générales d'établissement, comprenant la représentation directe du personnel et des représentants syndicaux ; de constituer au niveau national un comité central de la grève générale regroupant les représentants des comités de grève de base, les représentants des coordinations et ceux des organisations syndicales.

Le 29 septembre, le minitre EVIN a reçu les dirigeants des organisations syndicales. Il a annoncé l'ouverture de "négociations" le 6 octobre, négociations avec les seuls syndicats. Après la manifestation, un millier d'infirmières et d'infirmiers se sont réunis à la Bourse du Travail de Paris à l'appel de la coordination infirmière de l'Ile de France. La coordination décide d'appeler : à une grève nationale les 6 et 7 octobre ; à une

manifestation le 6 au ministère ; à des Assemblées Générales dans les établissements le 7 pour débattre des propositions du ministère, de la suite à donner au mouvement et pour déléguer des représentants à une coordination nationale convoquée pour le 8 octobre.

Le tract qui lance cet appel déclare :

> "80 % de grévistes selon les estimations du ministère. Du jamais vu. A l'origine d'une tell dynamique la coordination Ile de France. Cette forme démocratique d'organisation regroupant dans l'unité syndiqués, non syndiqués, associés, non associés, reprise dans des centaines d'établissements en région parisienne et en province, fait partout la démonstration de son efficacité".

Il poursuit :

> "L'unité indispensable.
>
> De nombreux syndicats soutiennent la dynamique engagée. Pourtant une complète unité d'action est loin d'être réalisée. C'est pourquoi la coordination propose une nouvelle rencontre à toutes les organisations syndicales et associatives. Il est du devoir de toutes les organisations de reconnaître la coordination, ses revendications et d'exiger sa présence effective aux négociations".

Tout ce que la coordination propose aux organisations syndicales c'est qu'elles la reconnaissent. Une fois encore sont omis : les A.G. élisant des comités de grève d'établissement avec la participation des syndicats ; un comité central de la grève générale : la grève générale de toutes les catégories de personnels de la Santé. Tout ce que la coordination dit par rapport aux autres catégories c'est :

> "Après les infirmières anesthésistes qui continuent leur lutte, l'ensemble des infirmièr(e)s, maintenant ce sont d'autres catégories qui s'organisent. Une centaine d'A.S./A.S.H. et autres catégories ont constitué une coordination. Des kiné ont constitué un collectif".

La coordination infirmière se contente d'informer que : "Des rencontres sont prévues". C'est tout en ce qui concerne l'unité.

EN PRATIQUE : APPLICATION DE L'ORIENTATION DE LA C.G.T.

En fait est proposée l'orientation de la direction de la C.G.T. qui le 30 septembre publiait la déclaration suivante :

> La C.G.T. appelle les infirmières à se rassembler là où elles sont le mieux à même de s'unir : Dans chaque service, chaque établissement, c'est là que les décisions doivent être prises :
>
> - Démocratiquement - sans délégation de pouvoir.
> - En direct avec les infirmières aujourd'hui.
> - En direct le 4 lors des discussions salariales.
> - En direct pour toutes négociations avec le Ministère de la Santé dont la C.G.T. avec les infirmières demande à nouveau l'ouverture.
>
> Pour ce qui concerne la C.G.T., elle prend cet engagement devant les infirmières.
>
> Il apparait que dans nombre d'établissements, au plan national, d'autres catégories de personnels, s'engagent dans l'action.
>
> Là encore, la pratique démocratique doit être la règle :
>
> * chacun détermine ses revendications, ses formes d'action, avec ses spécificités.
>
> Cela permettra aux convergences réelles entre catégories de s'exprimer en consolidant et amplifiant l'action pour imposer une véritable revalorisation de la fonction hospitalière.
>
> - C'est l'intérêt des personnels,
>
> l'intérêt de la population,
>
> l'intérêt du pays.
>
> Le 30 SEPTEMBRE 1988

D'ailleurs au C.C. du P.C.F. des 12 et 13 octobre, Alain OBADIA explique :

Nous devons faire de grands progrès : pour être des poissons dans l'eau, il faut plonger, même si on se sent faibles et si on a le souci de ne pas se dissoudre. Il n'est pas surprenant qu'il y ait eu des débats sur l'apparition de la coordination des infirmières. Nous ne sommes plus en 1986, mais en 1988 : les rapports de forces ne sont pas comparables. L'essentiel, c'est la volonté des infirmières d'autogérer leur lutte : mais nous ne devons être ni naïfs, ni angéliques. Nous avons fait reculer le bureau de la coordination nationale sur le niveau de la revendication, la continuité de l'action et le corsetage par le haut du mouvement dans chaque hôpital.

Chacune de leur côté les fédérations C.G.T., F.O., C.F.D.T., C.F.T.C., ont appelé à la grève les 6 et 7 octobre et à des manifestations séparées. La grève s'est étendue aux autres catégories de personnels de la Santé. 50 000 infirmières, infirmiers et travailleurs d'autres catégories de la Santé ont manifesté jusqu'au ministère. La C.G.T. s'est jointe à la manifestation de la coordination infirmièr(e)s.

Le ministre EVIN a alors annoncé : le déblocage d'un milliard de francs ; pas de modification d'ancienneté ; bonification d'un an et demi ; revalorisation de 100 france de la prime VEIL. Quant à l'augmentation du nombre de postes il n'en était pas question, il y aurait seulement élargissement de la concertation sur le "redéploiement" des effectifs. BARRE soutient la position du gouvernement. Il estime qu'"il ne faut pas toucher à la grille mais accorder des primes".

D'autres coordinations se mettent en place : personnel médico-technique, collectif des kinésithérapeutes, des ergothérapeutes.

DU 13 OCTOBRE...

Le 8 octobre, un millier d'infirmières venant de 400 établissements constituent la coordination nationale des infirmières. Elle adopte le principe d'une grève reconductible, décidée par établissement, jusqu'à satisfaction de la plate-forme. Elle appelle à une manifestation nationale. Mais pour la troisième fois l'objectif de la manifestation décidée pour le 13 c'est le ministère. Les propositions du parcours faite par le bureau, Bastille-Ministère, ne sont ni discutées ni adoptées par la réunion. La question de la manifestation à l'Assemblée Nationale se pose : par deux fois il y a eu manifestation au ministère et le ministère a répondu NON. La discussion n'a pas lieu et la décision est renvoyée au bureau qui maintient le parcours dont il a décidé. La coordination infirmière refuse de s'ouvrir aux autres coordinations.

Le 13 octobre pourtant 100 000 travailleuses et travailleurs de la Santé, infirmières et infirmiers, mais aussi des autres catégories, manifesteront derrière la coordination infirmière. L'après-midi 10 000 d'entre eux iront défiler derrière les syndicats F.O., C.F.D.T., C.F.T.C. qui ont appelé à manifester à part. La C.G.T. défilait, elle, derrière le cortège de la coordination. Les deux manifestations ont abouti au ministère de la Santé.

Le soir et dans la nuit nouvelles "négociations" entre le ministère et les directions des organisations syndicales. A 20 heures, ROCARD intervient sur TF1. Il reprend les propos que MITTERRAND a tenus à deux reprises les jours précédents : "il comprend les problèmes posés par les infirmières" mais "il ne faut pas mettre en cause les grands équilibres de l'économie française". Il réaffirme ainsi que son gouvernement est au service du capitalisme français. Dans la nuit la coordination est reçue par EVIN. Coordination et dirigeants syndicaux sont reçus par ROCARD, premier ministre. Il leut dit : impossible d'aller plus loin, ce que EVIN répètera le lendemain.

Les résultats des négociations sont les suivantes : infirmièr(e)s débutants, 550 francs par mois dont 250 francs de prime VEIL et prime spéciale de 100 francs au 1er décembre 1989, passant à 200 francs au 1er décembre 1990 ; fin de carrière ramenée à 17 ans, 307 francs dont 100 francs de prime VEIL ; 28 % du corps des infirmières pourra passer au mérite à "un 2e grade" (chevron) soit 1012 francs dont 100 francs de prime VEIL, mais cela c'est à venir, peu à peu ; surveillantes 859 francs dont 100 francs de prime VEIL ; surveillantes générales 560 francs dont 100 francs de prime VEIL ; infirmières anesthésistes 468 francs dont 100 francs de prime VEIL ; autres I.D.E. spécialisés 192 francs dont 100 francs de prime VEIL ; pour les autres para-médicaux (labo, radio, Kiné,...), les travailleurs sociaux (assistantes sociales) les P.O., P.A., agents hospitaliers, rien ; pour les aides soignants 85 % d'entre eux, rien ; 12 % d'entre eux 546 francs au mérite en fin de carrière.

La grève des infirmières et des autres personnels de Santé se heurte aux impériatifs de la politique du gouvernement, à sa politique salariale. L'arrêté du 22 décembre 1987 n'est pas à ce moment abrogé. Les "relations sociales", la concertation seront développées à l'intérieur des établissements en vue du redéploiement des effectifs : pas un poste de plus ne sera créé alors que la grève des infirmières a été provoquée par les conditions de travail de plus en plus mauvaises consécutivement aux manques d'effectifs.

...A LA CAPITULATION

Les organisations syndicales ne signent pas. Mais elles considèrent ces propositions comme intéressantes. La coordination infirmière appelle à prolonger la grève jusqu'au lundi 17 et convoque pour le samedi 15 une assemblée plénière. L'assemblée du 15 repousse les propositions gouvernementales. Mais l'orientation qui a été celle de la coordination, dès son début, a amené à l'impasse. En conclusion, la coordination invite les établissements hospitaliers a décidé, chacun de leur côté, dela poursuite de la grève ; elle demande au président

de la République de la recevoir ; elle appelle à des manifestations dans chaque ville pour le samedi 22 octobre "avec la population". Sous le masque de l'intransigeance, c'est l'impuissance et la voie de la capitulation. La coordination infirmière a certes voté une résolution en vue de la formation d'un comité de liaison chargé de faire le lien avec les autres coordinations. Vote purement formel, sans application pratique. Autant en emporte le vent.

MITTERRAND refuse de recevoir la coordination qui demande alors la désignation d'un "médiateur" ce que refuse EVIN. La grève se poursuit cahin-caha. Les reprises se multiplient, faute d'organisation et de centralisation réelles de la grève, faute de perspective. La coordination laisse entendre qu'elle est prête à abandonner les revendications concernant les salaires et la qualification mais qu'elle maintient les revendications concernant les conditions de travail. Le vendredi 21 le ministère reçoit à nouveau les dirigeants syndicaux. Il consent quelques petites rectifications nouvelles. Le paiement des jours de grève sera discuté par hôpital. L'arrêté du 22 décembre 1987 qui supprimait l'exigence d'avoir le bac pour entrer dans une école d'infirmière sera annulé. Pourtant, les directions syndicales diffèrent jusqu'au lundi 24 octobre la signature de l'accord, après les manifestations du samedi 22 et la coordination du dimanche 23. La direction de la C.G.T. quant à elle ne signera pas. Délibéremment, en paroles, elle s'aligne derrière la coordination infirmière à laquelle elle laisse toutes les responsabilités, tout en la noyautant.

Les manifestations ville par ville "avec l'appui de la population", c'était l'éclatement délibéré du mouvement. Les personnels de la Santé y ont participé en bien moins grand nombre qu'aux manifestations précédentes. A Paris, en particulier, la manifestation a été littéralement encadrée par leP.C.F. et dominée par lui. De la manifestation a cependant jailli en cri : "Syndicats ne signez pas !". La coordination des infirmières du 23 octobre a appelé en fait à la reprise en invitant les infirmières à "poursuivre le mouvement sous d'autres formes" formule classiquement utilisée par les dirigeants de la C.G.T. pour liquider une grève. Le lundi 24, les dirigeants C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. ont signé le protocole. La coordination infirmière a lancé le mot d'ordre d'une nouvelle "manifestation nationale" le jeudi 3 novembre cette fois "avec les usagers". Cette fois l'ensemble des "coordinations" y ont appelé. La C.G.T. également. Plusieurs dizaines de milliers de travailleuses et de travailleurs de la Santé y ont participé. Cela prouve quelle était la profondeur de ce mouvement mais n'ouvre aucune perspective.

"DIRIGEANTS SYNDICAUX NE SIGNEZ PAS"

Le mouvement des infirmières et des autres catégories de travailleuses et de travailleurs de la Santé est un moment très important du développement de la lutte des classes en France, depuis que la défaite de CHIRAC a ouvert une nouvelle période de celle-ci. Un tel mouvement n'a pu se produire que comme expression particulière d'un processus en cours non seulement parmi les infirmières qui en ont été la pointe, mais parmi tous les travailleurs de la Santé, dans toute la classe ouvrière. Il annonce, à une étape plus ou moins proche, d'autres mouvements, d'autres déferlements, sinon un déferlement général du prolétariat français, pour les revendications, contre la politique du gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON, contre ce gouvernement, pour un gouvernement P.S.-P.C.F. sans ministres représentant les organisations et partis bourgeois. L'existence d'une majorité P.S.-P.C.F. à l'Assemblée Nationale fait que sous l'action des masses la constitution d'un tel gouvernement est possible rapidement.

Mais la direction du mouvement, assurée par la coordination infirmière, qui était impulsée par la L.C.R. et noyautée par le P.C.F., l'a, dès le point de départ, mis sur d'autres rails. Ceux de la division. Le mouvement était ample et puissant. Mais alors même qu'il était au sommet de la vague, il était profondément divisé : division catégorielle, division par rapport aux syndicats ; division entre établissements hospitaliers invités à "décider" les uns indépendemment des autres.

La coordination a diffusé parmi les infirmières et les infirmiers l'illusion qu'ils pouvaient arracher seuls les revendications qu'ils mettaient en avant. Elle a combattu contre la structuration unitaire et démocratique du mouvement. Quelle campagne a-t-elle menée pour la grève générale de tous les personnels de Santé, pour que les dirigeants syndicaux réalisent l'unité et appellent à la grève générale des personnels de Santé ?

Quand a-t-elle, elle-même, appelé à la grève générale de la Santé, à la constitution dans chaque établissement de Santé d'un comité de grève élu et responsable devant l'Assemblée Générale, comprenant toutes les organisations du personnel de Santé, donc les syndicats et les représentants directs du personnel ? Quand a-t-elle combattu pour le comité central de la grève générale des personnels de la Santé, comprenant les délégués directs des comités de grève des établissements et ceux de toutes les organisations représentatives du personnel, dont les syndicats ? Jamais. Elle s'est opposée à cette orientation. Il est parfaitement exact que dans leur masse, infirmières et infirmiers se sont rassemblés derrière elle. Il n'empêche qu'elle a été une direction auto-proclamée, se dressant contre la seule forme unitaire et démocratique d'organisation : les comités de grève, jusqu'au Comité Central de la grève générale. Elle ne fut pas même l'état major dont les travailleurs ont besoin pour diriger leur combat : chaque établissement était livré à lui-même, à part quelques directives générales comme les manifestations.

Il y a quelque chose de tragique dans ce cri jailli au cours de la manifestation du 22 octobre : "Syndicats ne signez pas !". A ce stade du mouvement, infirmières et infirmiers et autres catégories de personnels de la Santé reconnaissaient qu'ils ne pouvaient mettre entre parenthèses les organisations syndicales, si faibles celles-ci fussent-elles dans leur corporation. Alors que le mouvement montait, il aurait fallu imposer aux dirigeants syndicaux, par tous les moyens, le Front Unique, les soumettre et les intégrer au mouvement.

Répétons-le : laisser les dirigeants syndicaux en dehors du mouvement c'était leur donner les moyens de se dégager de toute responsabilité, de manoeuvrer en attendant l'issue. Ce qu'ils ont fait en signant finalement le protocole portant ainsi le coup final au mouvement. Le mouvement montant, aller massivement voir les responsables syndicaux pour exiger d'eux qu'ils réalisent l'unité, appellent à la grève générale, participent aux comités de grève jusqu'à comité central de la grève générale, c'était leur dicter les volontés des personnels de la Santé. Scander au cours de la manifestation du 22 octobre : "Dirigeants syndicaux ne signez pas !", ce n'était plus qu'une supplique.

MANIFESTATION A L'ASSEMBLEE NATIONALE

Le fond de l'affaire est une question d'orientation politique. Pas plus les dirigeants de la coordination que ceux des syndicats ne voulaient qu'un coup très dur puisse être porté au gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON, coup peut-être décisif. Ils ne voulaient pas de la grève générale des travailleurs de la Santé. Ils ne voulaient pas que la grève générale des travailleurs de la Santé puisse être le catalyseur de la grève générale des fonctionnaires et des travailleurs dépendant de l'Etat et, au-delà, de la mobilisation générale de la classe ouvrière. Le refus de la coordination d'appeler l'ensemble des travailleurs de la Santé à une manifestation nationale à l'Assemblée Nationale pour exiger des députés du P.S. et du P.C.F. qu'ils décident que les revendications des travailleurs de la Santé soient satisfaites (c'est-à-dire d'en appeler aux députés P.S. et P.C.F. contre le gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON) a illustré leur volonté de ne pas infliger de défaite à ce gouvernement.

Le mouvement des travailleuses et travailleurs de la Santé ne se termine pas par une défaite. Le gouvernement a fait des concessions financières aux infirmières et aux infirmiers tant qu'il a craint que ne se réalise la grève générale des personnels de toutes catégories. Par contre, les autres catégories n'obtiennent rien. Obtenir le paiement des jours de grève n'est pas impossible. Ses limites, ses insuffisances, ses contradictions sont un enseignement pour toute la classe ouvrière où se préparent de nouveaux combats, de nouveaux déferlements.

Déjà grenouillent en de multiples corporations et entreprises les fabricants de "coordinations". S'organiser pour proposer aux travailleurs telle ou telle orientation est certes parfaitement légitimes. Ce peut être indispensable. La victoire dépend du combat pour le Front Unique Ouvrier et toutes ses implications. Elle dépend de la perspective politique que l'on ouvre : arracher les revendications essentielles exigent de lutter contre le gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON, vers un gouvernement sans ministre représentant les organisations et partis bourgeois, en termes saisissables et réalisables par les masses en lutte. Il y a une majorité P.S.-P.C.F. à l'Assemblée Nationale qu'elle décide : l'Assemblée Nationale est souveraine et elle constitue un gouvernement P.S.-P.C.F. sans ministre représentant de la bourgeoisie.

Le 05/11/88

Travailleuses, travailleurs de la Santé,

Le jeudi 13 octobre à plus de 100 000, travailleuses et travailleurs de toutes catégories, vous avez manifesté jusqu'au Ministère de la Santé. A 20 heures, sur TF1, ROCARD, Premier Ministre, a déclaré que vos revendications (pas plus que celles de l'ensemble des fonctionnaires) ne seraient satisfaites. Au nom du gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON, le 14 octobre, le Ministre de la Santé, EVIN a réaffirmé : "Il est impossible d'aller plus loin". Or, ce que le gouvernement a concédé à quelques catégories va loin, très loin de leurs revendications ; pour la plupart des catégories de travailleuses et de travailleurs de la Santé, c'est rien, zéro.

Par ses déclarations, le gouvernement vient de créer une nouvelle situation

POUR OBTENIR SATISFACTION IL FAUT LE FAIRE CAPITULER

C'est possible. Pour vaincre, il faut combattre tous ensemble, toutes catégories de personnels de Santé, toutes les coordinations, toutes organisations syndicales unies. Il faut que :

ENSEMBLE, LES COORDINATIONS, TOUTES LES DIRECTIONS DES ORGANISATIONS SYNDICALES UNIES APPELLENT A :

LA GREVE GENERALE DE TOUTES LES CATEGORIES

jusqu'à satisfaction de toutes les revendications :

- rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 1982 (minimum 10 %) ;
- garantie du pouvoir d'achat par l'échelle mobile des salaires ;
- satisfaction des revendications particulières de toutes les catégories (revalorisations) ;
- rétablissement de tous les postes supprimés depuis 1982 ;
- embauche massive sur des postes titulaires, etc...

Ensemble, les coordinations, toutes les directions des organisations syndicales, unies doivent appeler les travailleuses et les travailleurs de la Santé de toutes catégories à :

- se réunir en Assemblées Générales, au cours desquelles les personnels de toutes catégories éliront leurs comités de grève d'établissements ;
- former avec les délégués élus par les comités de grève d'établissements, les coordinations, les organisations syndicales, le :

COMITE CENTRAL DE LA GREVE GENERALE

des travailleuses et des travailleurs de la Santé.

Par trois fois, travailleuses et travailleurs de la Santé, vous avez manifesté au Ministère de la Santé. Le gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON vient de dire NON aux revendications des travailleuses et des travailleurs de la Santé. Il vient de créer une nouvelle situation. Pour obtenir satisfaction il faut le faire capituler. A l'Assemblée Nationale il y a une majorité de députés du P.S. et du P.C.F..

Ensemble, les coordinations, toutes les directions des organisations syndicales, ont la responsabilité d'appeler, tous les travailleuses et travailleurs de la Santé du pays à une

MANIFESTATION A L'ASSEMBLEE NATIONALE

tous ensemble, le même jour, à la même heure, pour exiger des députés du P.S. et du P.C.F. : décidez de satisfaire les revendications de toutes les catégories de travailleuses et de travailleurs de la Santé.

Déclaration du Comité National le 14/10/88

Lisez "Combattre pour le Socialisme", organe du Comité pour la Construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire (la reconstruction de la IVe Internationale). Abonnez-vous : 70 frs les 10 numéros.
Stéphane JUST - B.P. 154 - 92804 PUTEAUX CEDEX

LES MILITANTS INTERVIENNENT ET INFORMENT C.P.S.

LYCEE JACQUES BREL - VENISSIEUX
SECTION SNES

position adoptée le 23 septembre 1988

" La section SNES considère que l'ampleur des revendications à satisfaire (salaires,créations de postes,effectifs des classes,locaux..) impose que les dirigeants du SNES et de la FEN décident la grève de toute l'Education Nationale, grève non limitée dans le temps,contrôlée dans son organi--sation et sa durée par les grévistes eux-mêmes (Assemblées désignant et mandatant leurs délégués à un Comité National de Grève incluant les responsables des syndicats.)

résolution de la réunion du 7 octobre 1988

" Il y a dans l'Education Nationale des revendications spéci--fiques (revalorisation massive des salaires,abaissement des effectifs par classe,création de postes,création de locaux -salles,gymnases,laboratoires...-) qui imposent,en particulier à l'occasion du vote du budget de l'Education Nationale,l'action spécifique des syndicats enseignants (cf. résolution du 23 septembre).

En ce qui concerne nos salaires la revendication est celle de toute la Fonction Publique,ainsi qu'en témoignent les grèves à la radio et à la télévision,dans les hôpitaux,etc...

Les syndicats de la Fonction Publique et la FEN ont rejeté les propositions du gouvernement.
Il faut donc l'action unie de toute la Fonction Publique.
Il faut que les fédérations syndicales,la FEN en particulier, décident de préparer dans l'unité la grève générale de la Fonction Publique si le gouvernement ne veut pas céder.

Sur cette voie,les fédérations syndicales de la Fonction Publique doivent décider :
- manifestation nationale de toute la Fonction Publique à l'Assemblée Nationale pour exiger des députés du PS et du PCF qu'ils satisfassent nos revendications,et grève nationale pour permettre cette manifestation.

- Si le gouvernement ne cède pas : grève générale prépa--rée par la convocation d'une conférence nationale de délé--gués de toute la Fonction publique (délégués élus en assem--blées générales par établissements,par départements) pour :

-rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 82

-garantie de ce pouvoir d'achat par l'échelle mobile des salaires

-augmentation de tous les salaires (sans préjuger des revendications particulières propres à chaque corporation)

SECTION SNES
COLLEGE DE CHAZAY D'AZERGUE (RHÔNE)

ADRESSE AUX DIRIGEANTS DE LA FEN ET DU SNES

LA FEN DOIT PROPOSER AUX AUTRES FÉDÉRATIONS DE FONCTIONNAIRES QUE L'UNITÉ SE RÉALISE POUR EXIGER LE RATTRAPAGE IMMÉDIAT DU POUVOIR D'ACHAT (+ 10%),LA GARANTIE DU POUVOIR D'ACHAT PAR L'ÉCHELLE MOBILE DES SALAIRES,LE MAINTIEN DES STATUTS NATIONAUX ET QUALIFICATIONS CORRES--PONDANTES.

LA FEN ET LES DIRIGEANTS DU SNES DOIVENT PROPOSER QUE L'UNITÉ SE RÉALISE POUR APPELER TOUS LES FONCTIONNAIRES À LA MANIFESTATION À L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR EXIGER DES DÉPUTÉS DU PS ET DU PCF QU'ILS SATISFASSENT LES REVENDICATIONS.

POUR CE FAIRE LES FÉDÉRATIONS DOIVENT APPELER À LA GRÈVE GÉNÉ--RALE DE LA FONCTION PUBLIQUE.

(CONTRESIGNÉE PAR 11 DES 13 SYNDIQUÉS)
LE 12 OCTOBRE 1988.

P.T.T. AIX EN PROVENCE : 85 SIGNATAIRES

Aux dirigeants des fédérations de fonctionnaires CGT, CFDT, FO, FEN

Dans quelques jours vont reprendre les négociations salariales de la fonction publique.

Nous estimons qu'il est du devoir des fédérations d'exiger :
- Le rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 81 (plus de 10%)
- L'échelle mobile des salaires, seule capable d'assurer le maintien du pouvoir d'achat
- L'arrêt immédiat des suppressions d'emplois.

Afin d'obtenir satisfaction, il faut s'en donner les moyens.
Qu'elles décident d'appeler, dans l'unité, l'ensemble du personnel de la fonction publique à manifester à l'Assemblée Nationale pour exiger de la majorité PS-PCF qu'elle satisfasse les revendications.

Si ainsi, nous n'obtenions pas gain de cause, nous estimons que les fédérations syndicales devraient, dans l'unité, appeler à la grève générale de toute la fonction publique, et afin de la préparer démocratiquement, d'organiser dans l'unité, une conférence nationale, chargée de préparer la grève générale, composée des délégués élus et mandatés par les différents bureaux et services, et des syndicats.

Les postiers de LYON-MONTROCHET soussignés décident de s'adresser aux dirigeants des fédérations C.G.T., C.F.D.T. et Force-Ouvrière :

La situation des postiers n'est plus tolérable :

Il faut :

- le rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 82 ;
- la garantie du pouvoir d'achat par l'échelle mobile des salaires ;
- la suppression des reprises d'emplois ;
- la sauvegarde du service public des P.T.T. par la réintégration dans le service public de l'activité effectuée par les filiales.

Dirigeants des fédérations C.G.T., C.F.D.T. et Force Ouvrière, vous avez le devoir d'appeler dans l'unité le personnel des P.T.T. à la grève générale.

Vous avez le devoir d'organiser ensemble la manifestation à l'Assemblée Nationale pour exiger des députés du P.S. et du P.C.F. qu'ils satisfassent nos revendications.

35 SIGNATAIRES

TEXTE ADRESSE A LA DIRECTION NATIONALE DE LA F.E.N.

(FEDERATION DE L'EDUCATION NATIONALE, 48 RUE LA BRUYERE, 75440 PARIS CEDEX 09)

NOTRE POUVOIR D'ACHAT, COMME CELUI DE L'ENSEMBLE DES FONCTIONNAIRES A SUBI UNE PERTE DE 10% DEPUIS 1982.
AUSSI, NOUS ADRESSONS-NOUS A VOUS POUR QUE :

- VOUS PROPOSIEZ A TOUTES LES FEDERATIONS SYNDICALES DE FONCTIONNAIRES DE REALISER L'UNITE ET DE REVENDIQUER EN COMMUN ET SANS DELAI L'AUGMENTATION DE 10% DES SALAIRES ET LA GARANTIE DU POUVOIR D'ACHAT PAR L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES,

- VOUS PROPOSIEZ A TOUTES LES FEDERATIONS SYNDICALES DE FONCTIONNAIRES L'ORGANISATION D'UNE MANIFESTATION DE TOUS LES FONCTIONNAIRES LE MEME JOUR, A LA MEME HEURE, A L'ASSEMBLEE NATIONALE, POUR EXIGER DES DEPUTES DU P.S. ET DU P.C.F. QUI ONT LA MAJORITE, QU'ILS DECIDENT L'AUGMENTATION DE 10% DES SALAIRES DES FONCTIONNAIRES ET L'APPLICATION DE L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES.

TEXTE CONTRESIGNE PAR 112 INSTITUTEURS DE MONTPELLIER
DONT 58 DE LA PAILLADE

ALGERIE : LA REVOLUTION PROLETARIENNE SOURD

NOYER DANS LE SANG LE MOUVEMENT DES MASSES

Plus de cinq cents morts, des milliers de blessés, des milliers et des milliers d'arrestations : voilà la réponse du gouvernement CHADLI, du F.L.N. et de l'Armée Nationale Populaire aux revendications et aux aspirations de la jeunesse et du prolétariat algériens. Généralement et délibéremment la presse a ignoré que les manifestations des 4 et 5 octobre à Alger et des jours suivants dans toutes les grandes villes d'Algérie ont été précédées par une puissante vague de grèves. Le 4 octobre, le correspondant du "Monde" à Alger signalait :

> "Depuis une semaine la grève paralyse la zone industrielle comprise entre Rouïba et Reghaïa à une vingtaine de kilomètres à l'est d'Alger. La suppression d'une "prime de jouet" de 100 dinars (un dinar équivaut grosso modo à un franc) par enfant allouée aux travailleurs de la Société nationale de véhicules industriels (SNVI, ex-Berliet) est à l'origine d'un conflit social qui s'est étendu rapidement aux autres entreprises...
>
> Dimanche 2 octobre, la grève a éclaté dans la matinée au centre des chèques postaux et au centre de tri postal d'Alger-gare avant de s'étendre au cours de la journée à l'ensemble des PTT. Les fonctionnaires des postes réclament l'application d'un statut spécial prévu par le statut général des travailleurs (SGT), sorte de grille des salaires à l'échelle nationale. Mais Alger et sa banlieue n'ont pas le monopole de la tension sociale. Des conflits sont signalés ici et là en province, qui traduisent un mécontentement général de plus en plus sensible".

"Le Monde" daté du 6 octobre rapportait :

> "Des rumeurs insistantes de grève générale pour mercredi 5 octobre ont convergé de tout le pays vers la capitale depuis plusieurs jours. Des tracts auraient circulé appelant à cesser le travail. Mais mardi soir aucune confirmation de mot d'ordre précis n'a pu être déterminé".

A tel point, ajoutait-il, que :

> "L'Union Générale des travailleurs algériens (UGTA, syndicat unique), l'une des organisations de masse du F.L.N. dans son communiqué "réaffirme le bien fondé des aspirations légitimes des travailleurs en matière de pouvoir d'achat et de conditions de vie".

Mais (quoi qu'en dise "Le Monde") l'UGTA est une structure subordonnée au F.L.N. et au gouvernement. Aussi, son communiqué poursuivait :

> "Tout en mettant en garde contre les dépassements qui nuisent en dernier ressort aux travailleurs, à l'économie nationale et à notre Révolution Socialiste".

C'est sur le fond d'engagements de grands mouvements de grèves, d'une atmosphère de préparation à la grève générale des travailleurs algériens que, le 5 octobre, écoliers et lycéens en grève ont commencé à manifester à Alger. Des milliers et des milliers de jeunes sans emploi et sans espoir d'en obtenir, venant des quartiers populaires les ont rejoints et ont déferlé sur la ville ainsi qu'un raz de marée. Leur colère n'a pas été aveugle :

> "(Ils) ont souvent choisi avec soin leurs objectifs et plus particulièrement ceux qui représentent l'Etat, le parti ou l'opulence. Ils ont brisé toutes les vitres du ministère du commerce, envahi le ministère de la jeunesse et des sports, allant jusqu'à brûler le fauteuil du chef de cabinet en place publique et mis à sac, avant de l'incendier, le ministère de l'éducation et de la formation, qui a son siège à Kouba, en proche banlieue".

La jeunesse a attaqué toutes les représentations du pouvoir qu'elle a pu atteindre. Dès le 5 octobre, les Compagnies Nationales de Sécurité protégeaient le siège du F.L.N..

Le 6 octobre dans l'après-midi, le gouvernement CHADLI a décrété l'état de siège. Le mouvement de la jeunesse s'est étendu aux autres villes d'Algérie : Oran, Mostaganem, Blida, Annaba, etc... Précédemment déjà contre les travailleurs en grève :

> "des centaines d'hommes des CNS (Compagnie Nationale de Sécurité), l'équivalent des CRS français, ont été déployés, casqués, munis de boucliers, afin de barrer l'accès au centre de Rouiba, interdisant du même coup la route de la capitale aux grévistes qui avaient pourtant décidé d'aller s'y faire entendre. De violents affrontements ont opposé les manifestants aux forces de l'ordre qui disposaient de canons à eau et de chiens policiers". ("Le Monde" du 4 octobre).

Contre le mouvement des jeunes, l'armée a été engagée :

> "La répression a été terrible. Après une première journée d'émeute, l'appel à l'armée a été fatal. Sans états d'âme, les soldats dont beaucoup venaient de la région militaire de Béchar, ont obéi aux ordres. Ils ont tiré sauvagement sur d'autres Algériens, au pistolet, au fusil à pompe, au fusil à lunette, au pistolet mitrailleur, au fusil mitrailleur, à la mitrailleuse et à la mitrailleuse lourde de 23mm montée sur des chars".

Des chars auraient tiré au canon sur les manifestants. La forme et la violence de la répression ont été froidement calculées : il s'est agi de noyer dans le sang la lutte du prolétariat et de la jeunesse contre le régime. Ce fut la purge sanglante.

"LA VOIE ALGERIENNE DE DEVELOPPEMENT" : LES DEUX PREMIERS PLANS

Aux grèves ouvrières, au déferlement de la jeunesse d'Algérie, il y a des causes immédiates. Tout manque pour la population laborieuse et la jeunesse : la semoule, l'huile, le beurre, la viande, le pain, le café, le thé, les détergents, les ampoules électriques, etc, etc... La rentrée scolaire a été marquée par la totale pénurie des fournitures. La spéculation sévit et les prix flambent. Il faut jusqu'à 200 dinars (environ 200 francs) pour un Kilo de viande alors que les salaires sont effroyablement bas. Jusqu'à l'eau qui manque à Alger. Dans la journée elle est coupée.

C'est la conséquence de la politique économique que le régime a suivie depuis son avènement en 1962, mais qui a pris son plein essor à partir du coup d'Etat du 19 juin 1965 où BOUMEDIENNE, chef de l'A.N.P., a renversé BEN BELLA. "Le modèle de développement algérien" était simple : accroissement massif de l'extraction du pétrole et du gaz dont la vente sur le marché mondial devait permettre à l'Etat algérien de se procurer les devises nécessaires à un développement rapide et gigantesque, pour le pays, de l'industrie lourde (sidérurgie, métallurgie, mécanique), de l'électrification, d'industries de transformation (chimie organique (plastique) et minérale (engrais, azote, soufre)). Par entraînement cela devait provoquer la constitution et la croissance d'industries de biens de consommation, le développement de l'agriculture. Au total l'économie algérienne devait croître harmonieusement et couvrir l'ensemble des besoins de l'Algérie. La principale source du financement de l'économie devait être l'Etat.

Entre 1962 et 1971, les revenus provenant des hydrocarbures sont passés de 50 millions de dinars en 1962 à 1 648 millions en 1971. Entre 1965 et 1971, l'essentiel des avoirs étrangers en Algérie, mines, compagnies d'assurances, industries, sociétés pétrolières, a été nationalisé, non sans indemnités ; les banques étrangères ont été nationalisées et tout le secteur bancaire est passé aux mains de l'Etat. De gigantesques trusts ont été constitués dont le Sonatrach.

Toute la planification a été conçue selon le "modèle" stalinien et les experts du Kremlin ont joué un rôle déterminant dans l'élaboration des plans : de 1967 à 1969, premier plan triennal ; 1970-1973 et 1974-1977, deux plans de 4 ans. Au cours du plan 1967-69 les investissements se sont élevés à 9,8 milliards de dinars. Entre 1970-73, ils ont atteint 34,5 milliards et 110,6 entre 1974-77. L"industrie et les hydrocarbures ont absorbé 62 % des investissements planifiés. La part des investissements dans l'agriculture est par contre tombée de 16,1 % à 7,2 %.

Dans le numéro 4 et 5 de "Libre Algérie" (juillet - septembre 1987) Chibani MAKLOUF écrivait :

> "L'industrialisation lourde a nécessité un équipement gigantesque, totalement importé, (elle) n'a créé que très peu d'emplois et comme elle s'est développée sans impulser les autres branches, elle se trouvera comme enclavée dans l'économie algérienne. Dépendante par ses équipements et sa technologie, sa main d'oeuvre, son encadrement, ses matières premières, son financement et ses débouchés, des pays capitalistes, elle ne se contitue pas comme le pôle de l'industrialisation de l'Algérie, mais comme la branche algérienne des trusts internationaux qui ne pouvaient la construire qu'en la spécialisant dans la production de ferraille". (...) Dès 1973 et plus encore après 1974 l'Algérie est entrée dans un engrenage où le contrôle de son appareil de production dépend pour une large part des trusts et des banques.
>
> Les usines ont nécessité une main d'oeuvre très qualifiée, limitée et bien payée, ce qui a entraîné une crise grave, du chômage et des sous emplois (350 000 emplois non agricoles créés en 4 ans alors que la population s'est accrue à un rythme annuel de 3,5 % et compte 56,6 % de jeunes de moins de vingt ans)". (...) Elle a créé un problème au sein de la fonction publique (écarts énormes entre les salariés de la Sonatrach et d'autres salariés comme les enseignants ou les postiers) et un véritable fossé entre les ouvriers et les paysans".

A la campagne aussi se sont développées les différenciations sociales. A la mort de BOUMEDIENNE, fin décembre 1978, crise économique et crise sociale étaient déjà à l'ordre du jour.

REAJUSTEMENT : LES DEUX PLANS QUINQUENAUX

En 1980-84 et 1985-89, nouveaux plans, quinquénaux cette fois. En 1980-84 :

> "L'industrie et les hydrocarbures bénéficient des plus importants crédits, soit 154,5 milliards de dinars (38,6 % du total) mais le changement avec la politique antérieure est sensible, surtout pour les hydrocarbures dont la part est réduite de moitié (15,7 % du total au lieu de 29,40 %)... on admet qu'une partie de l'appareil productif, construit autour des hydrocarbures doit être démantelé" (...) "découpage des grandes sociétés nationales en unités plus petites, dirigées par des PDG chargés de réaliser une plus grandes rentabilité du capital et la recherche d'une meilleure exploitation des travailleurs par leur intégration dans le processus de production" (...) "La décentralisation" grâce au rôle plus actif demandé aux entreprises, communes et willaya qui doivent élaborer des plans pluri-annuels mis en oeuvre par des "plans annuels d'exécution" qui concourent à la réalisation du plan national".

Il s'agit de :

> "remodeler l'économie en fonction de la crise économique mondiale, de supprimer les déséquilibres pour éviter l'explosion sociale et de rechercher, par une exploitation souple de la force de travail, la reproduction et l'élargissement du capitalisme d'Etat".

Le monopole d'Etat du commerce extérieur établi en 1978 est assoupli.

Le plan quinquénal 1985-89 est encore en cours d'application. Il est marqué par les conséquences de la crise économique, ses répercussions sur l'Algérie, la chute des cours pétroliers.

> "1) L'Algérie a multiplié la création de sociétés mixtes avec les Etats Unis, l'URSS et les pays de la CEE pour bénéficier des capitaux et de la technologie étrangère et s'assurer des débouchés pour ses hydrocarbures ; en contrepartie, elle ouvre son marché intérieur aux sociétés étrangères qui spécialisent les entreprises étrangères dans la sous-traitance. Ces sociétés doivent faciliter le démantèlement du secteur public et servir de pont avec le secteur privé, encouragé par tous les moyens. Elles doivent aussi servir d'entreprises pilotes pour mieux inciter les entreprises publiques à réaliser des gains de productivité, c'est-à-dire à obtenir par des méthodes de gestion moderne (informatique, mobilité de la main d'oeuvre, salaires liés aux résultats, en application avec le Statut Général du travailleur) et la généralisation de la gestion socialiste des entreprises (corporatisme) une rentabilisation maximale de la force de travail. Et ce, afin d'assurer des profits aux actionnaires des sociétés mixtes.
>
> 2) La nécessité d'assurer l'auto-suffisance élémentaire et la satisfaction des besoins sociaux.
>
> 3) La recherche du "moins d'Etat" par la dénationalisation croissante des entreprises publiques et la suppression progressive des avantages acquis : gratuité de l'enseignement, logements de fonction, médecine gratuite, allocations familiales, Sécurité Sociale, soutien aux produits de première nécessité".

"Le Monde" du 13 octobre écrit :

> "Dans l'industrie, le secteur privé longtemps brimé retrouve droit de cité. Le code pétrolier est revu pour permettre aux compagnies étrangères de reprendre l'exploitation du territoire. Les grandes entreprises nationales d'abord morcelées en unités plus maniables sont débarrassées de la tutelle étroite des ministères. Depuis juin (1988) la participation de l'Etat est portée par les holdings chargés de contrôler a posteriori la gestion désormais jugée sur des critères de rentabilité financière et non plus le respect des objectifs du plan. Symbole : le ministère du plan lui-même est supprimé en novembre 1987, alors que les chambres de commerce sont réhabilitées".

Désormais les entreprises nationales peuvent licencier.

LA "REFORME AGRAIRE"

L'agriculture a évolué parallèlement. Dès 1962 le départ des colons, la volonté des fellahs d'occuper les terre, a posé problème au gouvernement BEN BELLA. En mars et en octovre 1962, les biens vacants et appartenant aux européens ont été nationalisés et le secteur d'auto-gestion a été crée : 3 millions d'hectares (1/3 des terres cultivées, la quasi totalité des terres riches), 200 000 travailleurs. Les comités de gestion n'ont fait que gérer les terres nationalisées. Le rôle de direction est revenu aux directions qui ont fait appliquer le plan.

En 1972, le gouvernement BOUMEDIENNE a décrété "la révolution agraire". Les terres communales et domaniales, les archs, les habous publics et les terres en friches ont été nationalisés et versés au fonds national de la révolution agraire. Le FNRA a obtenu ainsi 3 millions d'hectares supplémentaires. Au cours de la 2e phase, juin

1973, juin 1975, la réforme a touché 21 980 propriétaires dont 17 000 absentéistes, 631 840 hectares et 768 000 hectares de palmiers. Les fellahs auxquels ces terres ont été attribuées ont dû s'affilier aux "coopératives agricoles polyvalentes communales de service" (CAPCS) et ils en dépendent strictement.

"La R.A. a créé trois secteurs distincts :

- l'autogestion étatisée avec ses propres structures de commercialisation ;
- le secteur privé ne bénéficiant d'aucun investissement public, créant ses propres structures de commercialisation et contrôlant les circuits de la viande, des fruits et des légumes ;
- le secteur de coopératives de la "R.A." aidé et contrôlé par l'Etat. La bureaucratisation a abouti à un résultat étonnant : pour écouler leur production, les coopératives ont dû passer par les circuits du privé".

Depuis 1980 l'Etat a augmenté considérablement les investissements dans l'agriculture. Mais c'est surtout depuis 1986 que des "réformes" ont été engagées. Les fermes d'Etat sont cédées en gérance à de nouvelles coopératives ou à des particuliers. Ce qui fait dire aux Algériens :

"Les barons du régime avaient eu les villas et les commissions sur le pétrole. Leurs fils ont eu les terres".

Les prix agricoles ont été libérés. La production a augmenté mais les prix flambent.

L'ECONOMIE D'UN PAYS SEMI-COLONIAL

Alors qu'en trente cinq ans la population est passée de 9 520 726 habitants (1954) dont 984 031 européens, à environ 20 millions en 1988 (malgré l'exode des européens), la production agricole et de biens de consommation est loin d'avoir suivie. Rien qu'en ce qui concerne l'alimentation, la couverture par la production nationale est tombée de : 70 % en 1969, à 55 % en 1973, à 35 % en 1977, à 30 % en 1980. Aujourd'hui encore les 2/3 des besoins alimentaires du pays sont couverts par l'importation.

La crise économique de 1980 a frappé durement l'économie algérienne. La chute des cours du pétrole et du gaz lui est fatale. 95 % des exportations sont constitués par le pétrole et le gaz. En 1985 ces exportations s'élevaient encore à 12,5 milliards de dollars en 1986, elles sont tombées à 7,9 milliards. Elles se sont situées à 9 milliards en 1987. Depuis 1985, pour maintenir l'équilibre de la balance commerciale, les importations ont été drastiquement réduites : 10 milliards de dollars en 1984 ; 9,2 milliards en 1985. Pour 1986 le programme global d'importations était fixé à 48 milliards de dinars. Il a été réduit à 30 milliards. En 1987 les importations ont été limitées à 7,5 milliards de dollars dont 1/3 pour les achats alimentaires. Les dépenses budgétaires ont été réduites d'un quart et les recettes fiscales tirées du pétrole ont diminué de la moitié en un an. De grands projets d'investissements ont été abandonnés. Les salaires ont été bloqués. Le taux de croissance est tombé de 5 % à moins de 3 % en dessous de la croissance démographique 3,07 %. Sur une "population active" de seulement 3 700 000, il y aurait, selon les chiffres officiels, 17 % de chômeurs.

La dette extérieure n'a cessé de croître. Nulle en 1965, elle a atteint 5 milliards de dollars en 1975, 17 milliards en 1984, 21 milliards en 1987. Le montant du service de la dette est écrasant : 3,4 milliards de dollars en 1987, soit 40 % des recettes d'exportation :

"Les besoins de financement en 1987 ont atteint 4,3 milliards de dollars, contraignant l'Algérie à trouver quelque 3 milliards de financement bancaire directs". (Le Monde Economique 1987).

Mais l'Algérie est un des "bons élèves du FMI". Jusqu'alors, elle a "honoré" les échéances de sa dette sans demander de rééchelonnement. La classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse n'ont qu'à se serrer la ceinture. Telles sont les cause immédiates des grèves et des manifestations.

UNE REVOLUTION ETOUFFEE

"Le modèle de développement de l'Algérie" est une faillite. En fait de socialisme, d'indépendance nationale, l'Algérie a été intégrée à la division internationale du travail que domine l'impérialisme. De toute façon ce "modèle de développement" ne peut que subir les crises de l'économie capitaliste. Mais, de plus, sur cette base, l'Algérie n'a pas cessé d'être une semi-colonie sous la couverture de l'indépendance politique. Finalement la raison fondamentale des contradictions économiques, sociales et politiques qui sont à l'origine des puissants mouvements de grève et du déferlement de la jeunesse qui a suivi, est que la guerre pour l'indépendance contre l'impérialisme français a été menée sur le terrain de l'unité nationale contre toute tendance à ce qu'elle se développe en révolution prolétarienne. Les accords d'Evian, signés entre DE GAULLE et le Gouvernement Provisoire Révolutionnaire Algérien, ont prévu la constitution d'un exécutif provisoire que A. FARES a présidé et un référendum sur l'indépendance de l'Algérie. Il a eu lieu le 1er juillet 1962 : 90 % pour l'indépendance. Le

gouvernement français a remis alors le pouvoir à l'exécutif provisoire. Le GPRA et l'exécutif provisoire se sont rapidement décomposés.

L'Armée de Libération Nationale était composée des combattants de l'intérieur (des Willayas) et de l'armée qui était regroupée aux frontières de l'Algérie, en Tunisie et au Maroc. Cette armée de l'extérieur n'a pas combattu mais a disposé d'un armement relativement important. En s'appuyant sur l'armée des frontières passée en Algérie après l'indépendance (elle sera rebaptisée le 4 septembre 1962 "Armée Nationale Populaire") BEN BELLA s'est emparé du pouvoir. Il a brisé les forces armées de l'intérieur (des Willayas) et tout mouvement autonome des masses. Il a intégré l'UGTA à l'appareil du F.L.N., éliminé le mouvement des paysans d'occupation et de gestion des terres des colons. C'est-à-dire qu'il a cassé toutes tendances à la révolution sociale. Il s'est situé sur la ligne de l'application des accords d'Evian et a commencé à construire le nouvel Etat bourgeois algérien.

Dans "La Vérité" n° 527 de février-avril 1964, AKLOUF écrivait que l'Etat algérien est un "Etat bourgeois". Il précisait :

> "La bourgeoisie nationale n'a pas les moyens de gouverner directement. Elle doit s'en remettre à une bureaucratie politique parasitaire pour qu'elle construise un véritable appareil d'Etat. Cet Etat, au sens strict du terme, joue pour cette bourgeoisie un rôle de tuteur assurant, par l'animation d'un secteur nationalisé, les conditions d'un développement économique. Par la même, cet Etat dispose d'une relative autonomie. C'est en ce sens que le régime de BEN BELLA, élevé au dessus des différentes classes sociales et jouant de leurs contradictions, est un régime bonapartiste. Qu'il ne satisfasse pas toutes les couches de la bourgeoisie algérienne est une évidence, mais elles sont bien contraintes pour l'heure de s'en contenter. Ce type de régime appuyé par un parti unique se retrouve, certes avec des variantes différentes, dans nombre de pays ayant récemment accédé à une indépendance formelle".

BOUMEDIENNE a renversé BEN BELLA et il a poursuivi la construction de cet Etat. Le pseudo socialisme algérien n'a été que la recherche du renforcement des bases économiques et sociales de la faible bourgeoisie algérienne. La période CHADLI et le cours actuel vont dans le sens de l'extension de l'appropriation privée des moyens de production, le démantèlement des secteurs de plus en plus importants des nationalisations, ce qui va de pair avec la soumission toujours plus étroite de l'économie algérienne aux capitaux étrangers, cela dans le cadre de la crise économique, sociale et politique actuelle.

D'INCESSANTS MOUVEMENTS DE CLASSE

Depuis la conquête de l'indépendance politique formelle en Algérie la lutte des classes entre le prolétariat, la paysannerie pauvre, la jeunesse et la bourgeoisie, le pouvoir, l'appareil d'Etat a été d'une grande intensité. Agitation chronique en Kabilie pour les droits nationaux. Dès décembre 1964, série de grèves : dockers d'Alger, travailleurs de la SNTA, Peugeot, Durafour, Sonatrach. Février 1967 : grève des étudiants. Février 1968 : grève générale de l'Université. 2-19 janvier 1971 : grèves et manifestations étudiantes, le 15 dissolution de l'UNEA. 4-15 octobre 1974 : grève de 1200 ouvriers de la SNS (métallurgie) de Kourba, grève générale et création d'un collectif de grève. 16-30 avril 1977 : grève massive des étudiants arabisants. Mai-juillet 1977 : vague de grèves : 8-16 grève générale des dockers, affrontements sanglants avec les forces de l'ordre ; 19-21 juillet, grève générale victorieuse des cheminots relayée le 13 août par celle de la RSTA (transports d'Alger). Septembre-octobre 1977 : grèves à la Sonatra (mécanique) de Constantine et Rouiba, RSTA ; manifestations à Oran, Skikda, Belcourt, Sétif. Mai-juillet 1978, série de grèves : usine textile de la Sonitrex de Diaa Ben Khedda, transports, cheminots de Constantine, à la Sonatra 6-16 juillet 1979, grève générale victorieuse des postiers. 22 novembre grève des étudiants arabisants. 1er avril-25 juin, le "printemps kabyle", le peuple kabyle lutte pour ses droits nationaux. 1981 : du 3 février au 23 mars, nouveaux mouvements en Kabylie. 19 mai journée des étudiants, manifestations d'étudiants et de jeunes à Alger, Tizi-Ouzou, Annaba. A Bejaia, la manifestation étudiante et lycéenne est rejointe par les ouvriers, les fonctionnaires et la population. Saccage du siège F.L.N., des locaux de la Willaya, de l'APC, vive répression, des centaines d'arrestations. 20 avril émeutes dans l'Oranais et le Constantinois. 9 juillet et 26 septembre, grève au complexe de véhicules industriels de Rouiba. 5-8 juin 1985 graves incidents liés à des conflits de redistribution des terres cultivables à Ghardaïa. 2 morts, 56 blessés, une centaine d'arrestations. Du 19 octobre à décembre, Kabylie : grève de soutien et manifestations en faveur des emprisonnés. 8-10 novembre 1986, à Constantine manifestation d'étudiants et de lycéens contre la réforme du bac. Violents affrontements avec la police : 4 tués, des centaines de blessés. Elargissement du mouvement dans plusieurs villes de l'est (d'après la chronologie établie par "Libre Algérie" n° 4 et 5).

La bourgeoisie algérienne doit, d'autant plus qu'elle est faible, abandonner le pouvoir politique à l'armée, à la police, aux forces répressives, au F.L.N., à un Etat hypertrophié, brutalement répressif, comme elle a dû avoir recours à lui pour réaliser les conditions de son renforcement économique et social.

TOUS SOUTIENNENT CHADLI

Le sang des massacres coulait encore que le gouvernement CHADLI recevait des messages de soutien du roi du Maroc, du gouvernement BEN ALI de Tunisie, du colonel KADHAFI. Les gouvernements impérialistes, la

bureaucratie du Kremlin, soutiennent, évidemment aussi, le gouvernement des massacreurs de la jeunesse algérienne. Les gouvernements français successifs ont collaboré étroitement avec les services secrets du gouvernement CHADLI : BEN BELLA expulsé de France ; toute publication d'opposition au gouvernement CHADLI interdite en France ; couverture de l'assassinat, le 7 avril 1987, de ALI MILICI, rédacteur en chef de "Libre Algérie". Le gouvernement MITTERRAND - ROCARD - DURAFOUR - SOISSON soutient le gouvernement CHADLI. Il laisse d'ailleurs "l'Amicale des Algériens de France", instrument des services secrets algériens, contrôler au compte du gouvernement CHADLI l'émigration algérienne en France. Toute la presse française, du "Monde" à "Libération", va dans le même sens. Que dans les sommets gouvernementaux algériens, à l'intérieur du F.L.N. il y ait des divergences et contradictions c'est vraisemblable. Mais pour couvrir CHADLI ces journaux n'hésitent pas à évoquer la possibilité d'un sombre complot manigancé par les officiers de l'ANP pour déconsidérer CHADLI aux yeux des masses. Lui-même pour se blanchir vient de limoger MESSAADIA, numéro 2 du F.L.N. et le général LAKHAL-AYAT, chef de la sécurité militaire.

La direction du P.C.F. y va aussi de sa contribution au soutien du gouvernement des massacreurs de la jeunesse algérienne. Claude BILLIARD, rapporteur au C.C. du P.C.F. qui s'est tenu le 12 octobre, a déclaré :

> "Le président CHADLI lui-même a souligné l'ampleur des difficultés, en dénonçant les carences dans le développement économique, la bureaucratie, l'enrichissement de certains au détriment des citoyens et de l'Etat. Il a pris l'engagement de réformes politiques importantes".

Le 10 octobre, CHADLI a pris la parole à la radio et à la télévision. Il a évoqué Dieu et a "justifié" la répression :

> "Il était de mon devoir en tant que premier responsable de la nation de prendre, dans le cadre de mes prérogatives constitutionnelles, les mesures nécessaires pour protéger cet Etat et cette nation, quelles que soient les circonstances et les difficultés".

Ensuite de quoi il s'est retranché derrière la crise pour expliquer la pénurie. Enfin, il a annoncé des "réformes nécessaires même dans le domaine politique". Les "réformes économiques" sont connues, ce sont celles déjà en cours. Elles seront poursuivies et étendues. Toutes sont favorables à la bourgeoisie algérienne et à son renforcement économique et sociale. Les réformes politiques qui devaient être approuvées par un référendum, le 3 novembre, consisteraient en ce que le président de la République choisirait le premier ministre lequel serait désormais responsable devant l'Assemblée Nationale. Jusqu'à présent, le gouvernement dépendait directement du président de la République. Mais le F.L.N. resterait le parti unique et toutes les "organisations de masse", UGTA et autres, continueraient à lui être subordonnées de fait sinon de droit. Rien ne changerait en fait sur ce plan. Par contre, il semble bien que le pouvoir soit ébranlé et que se soient mis en route des processus qu'il ne contrôle pas : dénonciation des tortures subies par les manifestants qui furent arrêtés ; formation d'un "comité universitaire pour la démocratie, contre la répression et la torture", "comité provisoire" pour constituer une organisation professionnelle autonome des médecins, etc...

POUR UN PARTI OUVRIER : LE PARTI DU PROLETARIAT

Derrière les grèves et le mouvement de la jeunesse qui viennent d'avoir lieu en Algérie, comme derrière les "révoltes de la faim" qui ont eu lieu en 1985 au Maroc et en Tunisie, sourd la révolution prolétarienne. Aujourd'hui la majorité de la population algérienne vit dans les villes. L'industrialisation a eu au moins ce résultat : le renforcement de la classe ouvrière. La révolution prolétarienne refoulée au moment de la conquête de l'indépendance politique formelle de l'Algérie n'a cessé depuis de menacer la bourgeoisie et le pouvoir. Elle est prête à déferler. Voilà la signification des grèves et du déferlement de la jeunesse du début octobre.

Particulièrement inadéquate et désarmante pour le peuple algérien est la "déclaration de Londres" du 16 décembre 1985 que BEN BELLA et AIT AMED ont signée conjointement qui se conclut ainsi :

> "Les signataires tiennent à préciser qu'ils ne se présentent pas comme alternative de gouvernement ou équipe de rechange. Leur but étant d'animer une profonde dynamique politique en vue de la démocratisation des institutions et de la société algérienne. Tous les Algériennes et les Algériens sont conviés à se mobiliser dans ce combat d'idées pacifiques, pour démystifier les faux semblants idéologiques, imposer le régne de la loi et ouvrir une ère de justice, de fraternité et de bonheur pour l'humanité algérienne".

C'est la charte de la collaboration des classes, de l'Union Nationale, donc de la soumission à la bourgeoisie. Quant au régime du F.L.N. depuis l'élimination de BEN BELLA et d'AIT AMED il se serait seulement perverti. Le régénérer en le "démocratisant" par des voies pacifiques : telle serait la tâche.

Il n'est donc pas étonnant que AIT AHMED ait adressé au lendemain du massacre une lettre au "Monde" qui se conclut de cette façon :

> "Je considère qu'il n'y a pas un seul exemple dans le monde de parti unique qui ait géré convenablement l'économie et le développement du pays et que seul l'essor d'un processus de

démocratisation pourrait éviter que l'Algérie ne devienne l'homme malade de la Méditerranée occidentale.

J'exprime le voeu qu'un gouvernement d'unité nationale soit formé, dans le but d'organiser des élections libres, c'est-à-dire fondées sur l'instauration des libertes publiques en vue de l'élection d'une assemblée nationale constituante".

Il ne lance pas les mots d'ordre de : A bas CHADLI, à bas le F.L.N., à bas ce gouvernement et ce pouvoir d'assassins !

BEN BELLA a condamné plus durement le gouvernement et le pouvoir en place : "une cassure s'est faite désormais en Algérie entre tout un peuple et une camavilla de colonels et de militaires qui le dirige", sans ouvrir pour autant une quelconque perspective à la population laborieuse et à la jeunesse d'Algérie.

C'est la révolution prolétarienne qui sourd derrière les grèves et le déferlement de la jeunesse en Algérie, pourtant il ne faut pas le cacher : les masses agissent spontanément ; elles n'ont ni orientation, ni programme, ni stratégie, ni organisation qui les structurent. Il semble même que les intégristes n'aient joué aucun rôle dans les grèves et le déclenchement du déferlement de la jeunesse. Tout au plus ont-ils tenté de récupérer le mouvement tout en le freinant. Au drame du mitraillage de la jeunesse se conjugue celui de l'absence d'organisation propre au prolétariat, à la population laborieuse, à la paysannerie et à la jeunesse. La leçon sanglante est évidente : il faut au prolétariat, à la paysannerie, à la jeunesse d'Algérie, un parti de classe, un parti ouvrier, armé du programme et de la stratégie de la révolution prolétarienne.

ELEMENTS POUR UN PROGRAMME

Seule une analyse concrète peut permettre de déterminer précisément le programme nécessaire à la construction de ce parti et à ce parti. Mais il n'y a aucun doute : ce ne peut être que la projection du programme de transition et notamment de sa partie consacrée aux pays arriérés. En Algérie, la conquête de l'indépendance politique formelle a été une conquête sur l'impérialisme ; la révolution prolétarienne refoulée fait que l'indépendance nationale, malgré l'industrialisation, n'a pas été acquise. A l'intérieur de l'Algérie, en Kabylie, se pose une question nationale. Les tâches démocratiques n'ont pas été résolues. Les mots d'ordre de l'expropriation du capital étranger, de l'annulation de la dette, celui d'une nouvelle réforme agraire, sont intimement liés à ceux de la conquête des libertés démocratiques, des droits d'organisation, de presse, de manifestation, etc... Après ces massacres les mots d'ordre mettant au cause les organes de l'Etat bourgeois, l'ANP, le CNS, le F.L.N., sont à l'ordre du jour ainsi que ceux de l'organisation et de l'armement du prolétariat pour combattre le corps des officiers, les forces répressives.

En Algérie, pays où une nouvelle réforme agraire est nécessaire, où le droit à l'indépendance de la Kabylie (si les Kabyles l'exigent), où la libération du joug économique par rapport à l'impérialisme restent à accomplir, où surtout la dictature militaire et du F.L.N., où le régime du parti unique à soumis les "syndicats" et les "organisations de masse" à l'Etat, où dès après l'indépendance l'administration coloniale française a cédé la place au nouvel Etat :

> "Il est impossible de rejeter purement et simplement le programme démocratique : il faut que les masses dépassent ce programme dans la lutte. Le mot d'ordre (de l'élection au suffrage universel libre et secret) d'une ASSEMBLEE NATIONALE (ou CONSTITUANTE) conserve toute sa valeur".

Les revendications de salaire, de l'échelle mobile des salaires, du droit au travail et aux études pour la jeunesse, surgissent immédiatement. En Algérie l'industrie a été développée artificiellement et à des rythmes forcés, sur une orientation qui ne correspond pas aux besoins des masses, mais sur celle du gigantisme économique bureaucratique, en édifiant une industrie lourde monumentale et, finalement, artificielle. De ce fait la question de l'élaboration et de la réalisation d'un nouveau plan, répondant aux besoins des masses, de la réorientation et de la reconversion économique est une question brûlante. Dès lors la revendication du contrôle ouvrier sur chaque entreprise et sur l'économie dans son ensemble est au premier plan des revendications du prolétariat.

Dans le combat contre le gouvernement, le pouvoir y compris, pour la Constituante ainsi que l'écrit le programme de transition :

> "A une certaine étape de la mobilisation des masses sur les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire, les soviets peuvent et doivent surgir. Leur rôle historique dans chaque période donnée en particulier leurs rapports avec l'assemblée nationale est déterminé par le niveau politique du prolétariat, par la liaison entre celui-ci et la classe paysanne et par le caractère de la politique du parti prolétarien. Tôt ou tard les soviets doivent renverser la démocratie bourgeoise. Eux seuls sont capables de mener la révolution démocratique jusqu'au bout et d'ouvrir ainsi l'ère de la révolution socialiste".

En Algérie le déroulement historique, les relations entre les classes font que les tâches démocratiques et celles de la révolution socialiste sont immédiatement et totalement imbriquées. C'est pourquoi y compris l'agitation

pour la Constituante doit inclure les revendications propres au prolétariat et le mot d'ordre pour un gouvernement ouvrier et paysan, pour le socialisme.

A l'évidence la révolution prolétarienne en Algérie ne peut se fixer comme tâche la réalisation du socialisme dans la seule Algérie. Elle est et ne peut être que la pointe avancée de la révolution prolétarienne dans tout le Maghreb. Le mot d'ordre des Etats Unis Socialistes du Maghreb, situé comme étant un des principaux objectifs du gouvernement ouvrier et paysan est indispensable. La révolution prolétarienne en Algérie donnera une puissante impulsion à la révolution en Afrique, au Proche et au Moyen Orient. Elle est et sera forcément étroitement liée au développement de la révolution prolétarienne en Europe.

LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN EN CRISE

3e PARTIE
DECHIREMENTS DE LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN ET MARCHE A LA REVOLUTION POLITIQUE

DECISIONS DE LA 19e CONFERENCE

Ouvrant la 19e conférence du PCUS, GORBATCHEV a souligné que la "pérestroïka" avait du retard : "en trois ans nous aurions pu faire beaucoup plus". Il a déclaré qu'il fallait absolument réaliser la réforme des prix. Cette réforme devait avoir lieu au début de l'année 88. L'opposition de la population laborieuse a contraint la bureaucratie à y surseoir. Mais GORBATCHEV a promis que : "le changement des prix de détail ne devrait en aucune circonstance entraîner une baisse du niveau de vie des gens". Pour qu'il en soit ainsi, il y aurait des "compensations" à la suppression des subventions actuelles de l'Etat à l'agriculture. Il a expliqué qu'il fallait aller vers la libre convertibilité du rouble sur le plan international. Au C.C. du PCUS du 29 juillet, il a proposé que la terre puisse être affermé par des baux de 25, 30 voire 50 ans. C'est là un premier pas vers le démantèlement des sovkhozes et des kolkhozes et, par le jeu de la rente différentielle, c'est l'accélération et la multiplication des différenciations sociales à la campagne, la formation et l'enrichissement d'une couche de koulaks. Les entreprises d'Etat déficitaires "les canards boîteux nourris de subventions ministérielles" pourraient être fermées ou éventuellement être "louées à des collectifs de travailleurs ou à des coopérateurs".

L'application de la "pérestroïka" exige de profondes réformes politiques ; c'est pourquoi la 19e conférence du PCUS a été convoquée. La dislocation de la planification et le libre jeu des lois qui s'expriment sur le marché ne vont pas sans la liquidation de cette partie de l'appareil dont la tâche consiste à diriger administrativement la production, sa répartition, les prix, etc... et cela de haut en bas de la structure économique de l'URSS. Il faut aussi en finir avec l'intervention, et là aussi à tous les échelons, du parti et de l'Etat dans la vie économique et sociale pour que puissent jouer librement les lois "naturelles" de l'économie marchande. La grande masse de la bureaucratie veut qu'il soit mis fin à l'omnipotence de l'appareil du parti, des organes de répression, au fonctionnement que l'Etat avait sous STALINE et qui s'est prolongé après sa mort. Les couches profondes de la bureaucratie veulent un "Etat de droit", leur droit à elles bien entendu, qui les garantisse contre l'arbitraire de l'appareil. Pour le developpement de la "pérestroïka" c'est une nécessité. "Glanost" et "pérestroïka" vont de pair. Les thèses préparatoires à la 19e conférence du PCUS, le rapport et les interventions de GORBATCHEV à cette conférence, les résolutions votées y ont été consacrés. Les mesures suivantes ont été décidées :

- suppression des "maillons superflus" dans la gestion ;

- la position par rapport à la "pérestroïka" et la participation à son application seront les conditions d'adhésion au PCUS ;

- une campagne d'épuration du PCUS à l'occasion du renouvellement des cartes et en vue du prochain congrès appelée "campagne d'attestation" ;

- scrutin secret pour l'élection des dirigeants et un plus grand nombre de candidats que de postes à pourvoir au niveau des comités de base. Ces mesures pourraient être étendues à la formation des comités de ville et d'arrondissement, aux C.C. du PC des républiques et à celui du PCUS ;

- limitation du nombre des mandats à deux d'une durée de cinq ans. Cette mesure s'appliquera à partir des "assemblées de compte rendu et d'élections" qui doivent avoir lieu à l'automne et qui renouvèleront leurs directions (bureaux et secrétariats). L'exception d'un troisième mandat peut exister au niveau de la direction du PCUS ;

- renouvellement possible d'une partie du C.C. entre deux congrès ;

- séparation du parti et de l'Etat :

> "Avant tout le comité central et le bureau politique doivent intervenir et agir en tant qu'organes de direction politique. Il faut absolument empêcher résolument la substitution des organes supérieurs du pouvoir à ceux de la gestion. Tout ce que doivent faire le soviet supérieur de l'URSS et le conseil des ministres doit l'être précisément par eux (...). Le PCUS réalise sa politique par l'intermédiaire des "communistes travaillant dans les organes du pouvoir d'Etat (...). Il faut exclure l'adoption par les comités du parti de directives adressées aux organes d'Etat et aux organisations sociales"

a dit GORBATCHEV. L'appareil du parti doit être restructuré, réduit sur le plan numérique et ne pas doubler l'appareil d'Etat.

UN "CONGRES DES DEPUTES DU PEUPLE"

Par contre sera :

> "complétée la représentation de toute la population dans le Soviet de l'Union et celle des nations et ethnies dans le soviet des nationalités par une représentation directe des organisations sociales faisant partie de notre système politique (...) seraient élus aux congrès ou aux plénums des organes centraux (les représentants) des organisations du parti, des syndicats, des coopératives, des vétérans, des scientifiques et des créateurs. La liste de ces organisations et les normes de représentation pourraient être fixées dans la Constitution de l'URSS.
>
> Cet ensemble des députés élus pour cinq ans constituerait un nouvel organe représentatif des députés de l'URSS (...) il élirait parmi ses membres un Soviet suprême de l'URSS relativement peu nombreux (disons quatre cents à quatre cent cinquante personnes) et composé de deux chambres. Ce serait un organe suprême du pouvoir fonctionnant en permanence et subordonné au congrès des députés du peuple (...).
>
> De l'avis du C.C. du PC de l'URSS, il conviendrait d'instituer le poste de président du Soviet suprême de l'URSS (...) il serait élu et révoqué par un vote au scrutin secret du Congrès des députés du peuple de l'URSS devant lequel il assumerait pleinement ses responsabilités et auquel il présenterait ses comptes-rendus".

Ses pouvoirs seraient extrêmement étendus. En outre, il faudrait que soient candidats "à la présidence du soviet, les premiers secrétaires des comités du Parti appropriés" : donc GORBATCHEV devrait être candidat à la présidence du Soviet suprême. "Ainsi", a-t-il expliqué, "les dirigeants du parti se verront placés sous un contrôle plus efficace des travailleurs du fait que leur élection se fera au vote secret".

Une résolution prévoit une réforme du droit.

GORBATCHEV veut aller vite :

> "Pour ce qui est de la réorganisation des soviets, il s'agit d'examiner l'ensemble des problèmes qui y sont liés à la session d'automne du soviet suprême de l'URSS. On pourrait organiser en avril 1989 des élections des députés du peuple de l'URSS et en automne prochain des républiques fédérées et autonomes".

Il veut à l'évidence renforcer le rôle de ces organismes qui n'ont de soviets que le nom, au détriment de celui du parti sans que celui-ci disparaisse :

> "Aucune substitution aux organismes d'Etat, aucun diktat à l'égard des syndicats, du Komsomol, des autres organisations sociales, des unions créatives et autres. Cela signifie-t-il que le rôle dirigeant du parti peut faiblir ? De telles appréhensions ont été exprimées. A mon avis la conférence a donné une réponse claire et nette à cette question. Une réponse négative. Restant au pouvoir, le PCUS dispose de tous les leviers indispensables pour exercer son rôle dirigeant".

En effet, ce sont les premiers secrétaires du PCUS qui, à tous les niveaux, dirigeront les organismes "représentatifs" de l'Etat. Pour ce qui le concerne, GORBATCHEV s'efforce de renforcer sa position de "bonaparte" à la fois par rapport au PCUS et par rapport à ces organismes.

LES "REHABILITATIONS"

Les nécessités politiques de la "pérestroïka", le besoin de securité, de ne plus subir l'arbitraire, d'écarter à jamais le despotisme brutal, les purges, les procès truqués, les déportations massives que ressent la grande masse de la bureaucratie, heurtent les intérêts des couches de la bureaucratie dont les privilèges dépendent

directement de l'omnipotence du PCUS et de son appareil, de leur étroit contrôle des organismes de l'Etat, façonnés par elles et pour elles et de toute la vie économique, sociale et politique de l'URSS.

La lutte politique s'exacerbe à tel point que les "réformateurs" dans leur combat contre les "conversateurs" ouvrent les vannes de la critique de l'ensemble de la période stalinienne. BOUKHARINE et les accusés du procès truqué de mars 1938 ont été "légalement" "réhabilités" à la demande d'une commission du Bureau Politique par la cour suprême de l'URSS. Ils ont été ensuite "réhabilités politiquement" et réintégrés à "titre posthume" dans le PCUS. Quelques semaines plus tard ce fut le tour de ZINOVIEV et KAMENEV et des condamnés du procès truqué de janvier 1937 a être "réhabilités" pénalement. Jusqu'à présent en tout cas ils n'ont pas été "réhabilités" politiquement.

La "réhabilitation" de BOUKHARINE s'explique sans doute en partie par l'orientation qu'il défendait dans les années 1926-29 : la "construction du socialisme au pas de tortue", le libéralisme économique laissant se développer la régulation de l'économie par les lois qui s'expriment sur le marché, le développement des tendances bourgeoises. Mais c'est aussi un coup porté à l'appareil héritier de celui que STALINE a construit, qui a détruit le parti bolchevik en le transformant en parti stalinien, à l'omnipotence de l'appareil qui a monopolisé au compte de la bureaucratie, mais également en exerçant sur elle sa dictature, le pouvoir politique. La "réhabilitation" de ZINOVIEV, de KAMENEV, de RADEK, de PIATAKOV, c'est la réhabilitation de dirigeants du parti bolchevik qui ont fait partie, au côté de TROTSKY, à la deuxième opposition de gauche, laquelle a combattu STALINE, la montée de la bureaucratie et la soumission du PCUS à celle-ci, tandis que BOUKHARINE entre 1925-29 était au côté de STALINE.

La critique du passé n'est pas inspirée par le seul amour de la vérité historique. Elle est une arme politique que les "rénovateurs" utilisent contre les "conservateurs". Mais, ô combien dangereuse, y compris pour les couches de la bureaucratie qui s'en servent. L'arme de la critique prépare quelque fois la critique des armes. Ouvrir les vannes de la critique contre l'appareil du PCUS et de l'Etat, son omnipotence, ses crimes, son origine, n'est-ce pas ouvrir les vannes à la révolution politique, préparer la destruction du PCUS et de son appareil, des institutions qu'ils ont construites et par conséquent que la bureaucratie soit chassée du pouvoir politique. En exigeant une profonde réforme politique, l'extension de la "glasnost", un "Etat de droit", la délimitation de la place du parti, de son appareil, la fin de l'arbitraire et de l'insécurité, en remettant en cause la période stalinienne, les "réformateurs" ne jouent-ils pas les apprentis sorciers, n'ouvrent-ils pas la voie aux mouvements des masses ? Déjà certains sont en cours.

LES MASSES EN MOUVEMENT

Le peuple arménien a engagé un formidable mouvement pour exiger le rattachement du Haut Karabakh à l'Arménie. Il ne tolère plus que dans cette région inclue dans la République d'Azerbaïdjan par STALINE en 1923, mais qui est peuplée d'arméniens, ceux-ci subissent une oppression nationale. Depuis février ce mouvement a été ponctué d'immenses manifestations, de grèves générales qui ont eu lieu tant en Arménie que dans le Haut Karabakh. Pour organiser et diriger son combat le peuple arménien a formé des organismes de type authentiquement soviétique. La "politique des nationalités" pratiquée sous STALINE et poursuivie depuis, a été une politique de chauvinisme grand russe. De plus elle a fait de l'oppression nationale, de l'inégalité de développement, de l'oppression de nationalités ou de minorités nationales, par d'autres nationalités, comme en témoigne l'exemple du Haut-Karabakh, un moyen de gouvernement. Après les mouvements qui ont eu lieu l'année dernière dans les Etats baltes, le combat engagé par le peuple arménien signifie que la question nationale va être un puissant levier de la mobilisation des peuples de l'URSS. La crise de la bureaucratie du Kremlin, du PCUS, de son appareil, de l'Etat, se manifestant jusqu'au sommet, a ouvert la porte à la mobilisation du peuple arménien. Il a utilisé à sa manière et interprété à sa façon la "démocratisation" et la "glanost". A son tour ce mouvement a provoqué des cassures dans le PCUS, l'appareil du parti et de l'Etat. Le 15 juin, le "soviet suprême" de la République d'Arménie s'est prononcé à l'unanimité en faveur du rattachement du Haut-Karabakh à l'Arménie, ce que le "soviet suprême" du Karabakh avait déjà demandé le 20 février. Le "soviet suprême" de l'Azerbaïdjan s'y oppose totalement.

Il est inéluctable que le puissant prolétariat de l'URSS utilisant la crise et les failles ouvertes dans le PCUS, son appareil, l'appareil de l'Etat, intervienne et pose ses revendications, d'autant plus qu'il se sent menacé dans son déjà très bas standard de vie, ses maigres acquis, dont la garantie de l'emploi, par la "pérestroïka". Déjà des grèves ont eu lieu, encore limitées mais significatives. Comme cela a déjà été dit plus haut, prudemment le pouvoir a retardé la réforme des prix. La crainte de la réaction de la classe ouvrière est le principal obstacle à la "pérestroïka". Elle rend son application très difficile. "Conservateurs" et "réformateurs" redoutent tout autant les uns que les autres que le prolétariat de l'URSS ne se mette dans sa masse en mouvement. Les conséquences de l'irruption du prolétariat en URSS, dans les pays de l'Europe de l'est, dans le monde entier sont incalculables.

GORBATCHEV MENAGE L'APPAREIL ET REJETTE LES REVENDICATIONS NATIONALES

"Le dynamisme des contradictions économiques et des antagonismes sociaux (en URSS), la lutte des forces vives de la société pas seulement à l'échelle nationale, mais aussi à l'échelle internationale", rendent impossibles les méthodes de direction de STALINE, l'immobilisme du temps de BREJNEV. La vieille question "en arrière vers le capitalisme ou en avant vers le socialisme" n'a jamais été aussi actuelle et brûlante. C'est du plus profond de la

bureaucratie que surgissent les couches qui, au travers de la "pérestroïka", en alliance avec l'impérialisme, tendent à la restauration du capitalisme. Mais la bureaucratie n'est pas une couche sociale homogène. La restauration du capitalisme, la constitution d'une nouvelle bourgeoisie passent par l'explosion et la destruction de la bureaucratie comme couche sociale caractérisée : la mutation de la chenille en papillon passe par la destruction de la chrysalide.

Le prolétariat de l'URSS est seul facteur de l'issue positive "en avant vers le socialisme". L'application de la "pérestroïka" l'incite à combattre. La crise du PCUS, de son appareil modelé par STALINE, lui dégage la voie. Tout en appliquant la "pérestroïka", les dirigeants des "réformateurs" redoutent qu'elle provoque la mobilisation et le déferlement de la classe ouvrière. Les "conservateurs" ne cessent d'insister : attention, en minant le PCUS, en vous attaquant à l'appareil, vous disloquez l'instrument qui nous a permis, comme couche sociale, de monopoliser le pouvoir politique en réprimant les masses; vous déchaînez des forces que rien ne pourra maîtriser. Personne ne peut dire quelles seront les échéances et quand elles auront lieu. Par peur des masses, dans toute la mesure possible, "réformateurs" et "conservateurs", qui d'ailleurs s'interpénètrent souvent et dont les frontières ne sont pas strictement délimitées mais fluctuantes, concluent des compromis.

A la 19e conférence du PCUS GORBATCHEV s'y est employé tout en s'efforçant de faire avancer la "pérestroïka". La longue attaque contre ELTSINE qu'il a faite au cours de sa réponse a été évidemment un soutien apporté aux "conservateurs" de la direction et de l'appareil du PCUS et à LIGATCHEV en particulier. La conférence avait le pouvoir théorique de changer 20 % des membres du C.C.. Elle aurait pu prendre le droit d'opérer des bouleversements dans la composition du C.C. et de l'appareil dirigeant du PCUS. Elle n'a procédé à aucun limogeage ni aucune nomination dans le C.C. et l'appareil dirigeant. Or Michel TATU a pu écrire dans "Le Monde" du 16 mai 1988 :

> "Le comité central d'abord. Comme le montre le tableau ci-contre, un sérieux coup de balai s'impose dans cette institution qui tient lieu de parlement du parti et du pays. Plus d'une moitié des titulaires sont des survivants du vingt-sixième congrès de 1981, plus d'un tiers y siégeait déjà il y a douze ans en 1976. Si l'on ajoute à ce nombre les trente et un membres qui étaient déjà suppléants (pouvant participer sans droit de vote aux sessions), il y a six ans, on peut conclure que 65 % des titulaires actuels sont des reliquats de l'ère BREJNEV".

Au C.C. qui s'est tenu le 29 juillet, GORBATCHEV s'est encore élevé contre : "les slogans pseudo-révolutionnaires, les exigences maximalistes et les tentatives utopiques de tout restructurer d'un seul coup".

Le 18 juillet le "soviet suprême de l'URSS" a donné sa réponse aux revendications des arméniens : c'est un non catégorique, le Haut Karabakh restera partie intégrante de la République d'Azerbaïdjan. A cette session, GORBATECHV a affirmé : "les droits démocratiques et les nouvelles conditions créés par la pérestroïka sont utilisés dans des buts nettement anti-démocratiques". Les dirigeants du comité Karabakh (le comité qui a organisé les manifestations et les grèves générales en Arménie et coordonnait les différentes entreprises, les établissements d'enseignement) sont qualifiés "d'aventuristes", de "démagogues", d'"irresponsables", les membres de l'ex-comité "Krounk" qui réunissait des chefs d'entreprises, des intellectuels du Haut Karabakh, souvent membres du parti, sont mis en cause par la presse. Le militant nationaliste Parouir AIRIKIAN, âgé de 39 ans, détenu à Erévan depuis le 24 mars, a été déchu de sa nationalité soviétique et a été expulsé d'URSS. Il avait déjà passé 17 ans en prison ou en exil intérieur. L'agence Tass affirme qu'il est lié : "à des groupes réactionnaires occidentaux" qui voudraient profiter de la crise du Haut Karabakh pour "miner le système soviétique de l'intérieur". AIRIKIAN a été arrêté à la suite d'une conférence de presse sur la situation en Transcaucasie où il avait accusé le pouvoir de l'URSS d'avoir joué un rôle dans le massacre d'arméniens à Soumgaït, situé en Azerbaïdjan, qui a fait officiellement 32 morts, en réalité plusieurs centaines. Un communiqué de la "commission d'Etat sur les Tatars de Crimée" publié au début de juin, est très explicite : la commission rejette le rétablissement de la République autonome, supprimée par STALINE en 1945 après qu'il ait fait déporter les Tatars en Asie centrale, en ces termes :

> "l'actuelle division administrative et territoriale du pays, existant depuis plusieurs décennies et scellée par la constitution de l'Union Soviétique permet de réaliser avec succès le développement économique et social de tous les groupes ethniques".

Impossible de s'y tromper : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'a pas le droit de cité. Les limites de la "glanost" et de la "démocratisation" sont ainsi tracées car ce droit est une des libertés démocratiques fondamentales.

PROLETARIAT, "CONSERVATEURS", "RENOVATEURS"

Le PCUS est le parti unique existant en URSS. Selon les chiffres officiels, un dixième de la population adulte, un neuvième dela population active, un cinquième des ingénieurs et techniciens, le quart des spécialistes agricoles, près d'un sixième des enseignants et médecins, plus de la moitié des écrivains, deux tiers des journalistes, la majorité des gestionnaires de l'Etat, seraient membres du PCUS. Dans la situation actuelle de crise de la bureaucratie, du PCUS et de son appareil, il est impossible que les revendications et aspirations de la classe ouvrière, de la population laborieuse, de la jeunesse, n'aient pas un écho plus ou moins déformé et affaibli dans

les débats en cours, et que l'on n'en trouve pas la trace jusqu'au niveau de la 19e conférence du PCUS, d'autant plus que les couches inférieures de la bureaucratie touchent celles des masses populaires.

Pourtant aucun doute n'est permis : la 19e conférence du PCUS a été et ne pouvait être qu'un forum où l'ensemble de la bureaucratie, mais essentiellement ses couches supérieures et dominantes ont fait valoir leurs intérêts, leurs objectifs, leurs réponses aux problèmes qui les confrontent. Le PCUS reste le parti de la bureaucratie et rien que de la bureaucratie. Il ne peut devenir autre chose. La pratique du Parti unique reste celle de la bureaucratie. Les organisations "sociales" et "unions" autorisées, syndicats, union des écrivains et autres restent des organisations instruments de la bureaucratie. Il n'y a pas de "réformes" possibles transformant la nature du PCUS, et de ces organisations, pas plus qu'il n'y a de réforme de la bureaucratie amenant à la régénérescence ouvrière de l'Etat, à une résurgence de véritables soviets, à la renaissance de la dictature du prolétariat, à la victoire du socialisme.

La classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse n'ont rien à attendre de la bureaucratie de l'URSS dans son ensemble et de ses différentes composantes. Quant au PCUS, aux "organisations sociales, aux "syndicats", ce sont les instruments de la bureaucratie. La classe ouvrière n'a rien non plus à en attendre et elle n'en attend rien. Le choix n'est pas entre les "conservateurs" qui incarneraient la tradition stalinienne mais défendraient les conquêtes de la révolution d'octobre que sont la propriété étatique des moyens de production, les nouveaux rapports de production, la planification et les "réformateurs" qui, certes, prôneraient le retour, comme régulateur de l'économie, aux lois du marché et provoqueraient tous les risques que cela entraîne pour la propriété étatique des moyens de production, les nouveaux rapports de production, mais qui seraient les combattants de la liberté.

Les "conservateurs" c'est : un autocrate au pouvoir dirigeant un appareil omnipotent (sauf par rapport à lui) ; la tradition stalinienne des répressions sanglantes, des déportations massives, de l'arbitraire ; les distorsions et l'impasse économiques ; la pénurie, les queues, des conditions de travail et d'existence lamentables pour le plus grand nombre, les magasins spéciaux, les datchas ; des privilèges de toutes sortes d'autant plus considérables que l'on se situe à échelon plus élevé dans la hiérarchie de la bureaucratie ; la défense d'un système, d'une politique nourrissant le développement de ces couches de la bureaucratie qui remettent en cause ce qui subsiste des conquêtes de la révolution d'octobre 1917.

Les "réformateurs" ne seraient-ils pas la pointe avancée dela lutte contre l'oppression et pour les libertés ? Certes, ils veulent, pour que ce soient les lois du marché qui régulent l'économie, que le PCUS et son appareil soient écartés de sa gestion, que leurs fonctions soient strictement délimitées, que pour l'essentiel l'Etat soit réduit aux fonctions qu'exerce un Etat bourgeois. Ils ont besoin d'un "Etat de droit", de ne plus être soumis à l'insécurité, à l'arbitraire. Mais la "pérestroïka" constitue une attaque sans précédent contre la classe ouvrière, la population laborieuse et la jeunesse : "réforme des prix", mobilité de la main d'oeuvre, baisse du pouvoir d'achat des salaires, possibilité de licenciements massifs, différenciation sociale accélérée. L'application de la "pérestroïka" c'est l'avancée vers le démantèlement de la propriété étatique des moyens de production, la résurgence de la propriété privée des moyens de production, la renaissance des rapports de production capitalistes, de la bourgeoisie comme classe, cela en relation avec l'impérialisme. Pour imaginer les conséquences de la progression vers le retour au mode de production capitaliste, il suffit de considérer ce qui se passe en Hongrie et en Yougoslavie où pourtant les "réformes économiques" n'ont pas encore été jusque là. La restauration du capitalisme signifierait pour des dizaines de millions d'ouvriers, de paysans, de jeunes en URSS, la déchéance, la famine, pour beaucoup la mort et pour l'URSS dans son ensemble un fantastique recul historique, la subordination à l'impérialisme, la transformation en semi-colonie. Les "réformateurs" revendiquent un aménagement, un assouplissement du système politique actuel pour eux-mêmes. Mais les "réformes" économiques qu'ils exigent ne peuvent être imposées aux travailleurs que par la contrainte politique de l'Etat. Ils représentent la force sociale qui vise au rétablissement du mode de production capitaliste et ainsi que TROTSKY l'écrivait : "la contre révolution en marche vers le capitalisme devra briser la résistance des ouvriers". Ce n'est que par une terrible et sanglante guerre civile contre le prolétariat qu'en URSS le capitalisme pourrait être restauré.

LE PROLETARIAT COMBAT ET COMBATTRA POUR SES PROPRES OBJECTIFS

Est-ce à dire que le prolétariat, la population laborieuse, la jeunesse peuvent et doivent se désintéresser des antagonismes qui déchirent la bureaucratie du Kremlin, le PCUS, lézardent l'appareil du parti, minent l'appareil d'Etat ? Certainement pas. Faisant preuve d'un sûr instinct, le peuple arménien a engagé le combat pour ses droits nationaux. L'ensemble des peuples de l'URSS sont en éveil comme le prouve les mouvements qui ont eu lieu à Alma-Ata, capitale du Kazakhstan en décembre 1986, les démonstrations des Tatars de Crimée, les manifestations dans les républiques baltes (l'agence Tass annonçait encore récemment que dix mille personnes s'étaient rassemblées le 24 juin sur une place de Vilno, capitale de la République de Lituanie, pour demander : "le renforcement de l'autonomie politique et économique"). La classe ouvrière ne manquera pas d'utiliser les opportunités que la crise de la bureaucratie du Kremlin lui ouvrira. Elle ne restera pas indifférente dans les luttes que se livrent et se livreront les différentes fractions, sans jamais se rallier à l'une ou à l'autre, elle combattra pour ses propres revendications et objectifs. Elle combattra contre toute atteinte à ses conditions de travail et de vie, la hausse des prix, la mobilité, les licenciements, tout pas vers l'appropriation privée des moyens de production pour plus d'égalité, dans le salaire et de toutes les formes de travail, contre tout privilège et la croissance de l'inégalité sociale et, comme l'écrit le programme de transition, pour la : "Révision de

l'économie planifiée" non à la façon de la "pérestroïka" mais "du haut en bas dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs", non en application de la loi introduisant "l'autogestion, l'autonomie des entreprises", "l'autofinancement". "Les comités d'usine doivent reprendre le droit de contrôle sur la production. Les coopératives de consommation, démocratiquement organisées doivent contrôler la qualité des produits et leurs prix". "Réorganisation des kolkhozes" et non leur liquidation, "en accord avec la volonté des kolkhoziens et selon leurs intérêts".

Loin d'accepter la dislocation de la planification, la classe ouvrière exigera que le plan soit élaboré et réalisé sous son contrôle.

Les libertés, les droits démocratiques, la possibilité de constituer ses propres organisations, d'avoir ses propres moyens d'expression sont indispensables à tous les prolétariats. Le prolétariat ne peut être une classe pour soi s'il ne les arrache pas. En URSS, comme dans tous les pays où le capital a été exproprié, où le pouvoir politique joue un rôle déterminant dans tous les processus économiques et sociaux, le prolétariat ne peut être qu'à la pointe du combat pour les libertés et les droits démocratiques, que ce soit dans les arts, la littérature, les sciences, ou dans tous les domaines de la vie sociale et politique. Son objectif n'est pas la "démocratisation" des "syndicats", de ces organismes que la bureaucratie appelle "organisations sociales" et du PCUS, mais la consitution de ses propres organisations, notamment syndicales et partis. A l'évidence, le prolétariat ne peut se prononcer que pour le droit inconditionnel des peuples de l'URSS à exercer leurs droits nationaux, leur droit à disposer d'eux-mêmes, jusqu'à y compris se séparer de l'union. La classe ouvrière ne mettra aucune condition à lutter avec tous ceux qui voudront combattre pour les droits et libertés démocratiques. A priori elle n'écartera aucun groupe social et courant politique de l'exercice de ces droits et de ces libertés. Mais le cours des évènements amènera la constitution de véritables soviets et à ce que :

> "Dans les soviets il n'y ait place que pour les représentants des ouvriers, des travailleurs des kolkhozes, des paysans et soldats rouges".

MARX a montré, il y a maintenant plus d'un siècle, que toute lutte de classe a un contenu politique, que le développement de toute lutte de classe d'envergure pose inéluctablement la question du pouvoir politique. Dans les pays où le capital a été exproprié, l'Etat est au centre de toute la vie économique, sociale et politique et de ses développements. Il y intervient constamment et les impulse. L'orientation donnée à la planification économique dépend de qui détient le pouvoir. La planification ne peut être arbitraire. Le contrôle ouvrier sur l'élaboration et la réalisation du plan est indispensable. Mais ce n'est pas pour autant qu'il est possible "d'envoyer au diable" le marché et la loi de la valeur ainsi que le prétendait STALINE. Tant que ne sera pas parcourue la transition entre le capitalisme et le socialisme ainsi que l'a écrit TROTSKY :

> "Le plan se vérifiera et dans une grande mesure se réalisera par l'intermédiaire du marché. La régularisation du marché lui-même doit se baser sur les tendances qui s'y font jour".

Mais l'utilisation du marché pour vérifier le plan et dans une grande mesure le réaliser n'a rien à voir avec la "pérestroïka" qui vise à utiliser les lois qui s'expriment sur le marché pour disloquer la planification. L'utilisation du marché pour améliorer et renforcer la planification exige avant tout que la classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse chassent du pouvoir la bureaucratie parasitaire et contre-révolutionnaire, que le prolétariat exerce réellement le pouvoir politique. Alors "la régularisation du marché lui-même" pour en faire un instrument de l'élaboration et de la réalisation du plan sera possible.

Le cours de la lutte sociale et politique qui s'engage en URSS dégagera les mots d'ordre concrets nécessaires au combat du prolétariat pour chasser du pouvoir la bureaucratie du Kremlin ("conservateurs", "rénovateurs" et autres) et l'exercer (la bureaucratie se disloquant, il est possible qu'une de ses composantes se rallie au prolétariat, ce qui est tout différent de ce que le prolétariat se rallie et se subordonne à une fraction de la bureaucratie). Une chose est sûre, l'objectif c'est : tout le pouvoir aux soviets reconstitués.

C'est le prolétariat qui, dans le cours de la lutte sociale et politique qui commence, réalisera les conditions non de la "réhabilitation" par les bourreaux de leurs victimes (ce qui est pourtant un aveu de l'illégitimité, du point de vue de la révolution prolétarienne, de la bureaucratie) mais de la révision de :

> "tous les procès montés par la bureaucratie stalinienne, dans les conditions d'une publicité complète et d'un libre examen. Les organisateurs des falsifications (en supportant) le châtiment mérité".

De même à la politique internationale de subordination à l'impérialisme, les travailleurs de l'URSS opposeront la politique de l'internationalisme prolétarien. Ils feront leur la revendication : "publication de la correspondance diplomatique du Kremlin. A bas la diplomatie secrète".

Dans ce combat et pour ce combat peut et doit être reconstruite la section de l'URSS de la IVe Internationale.

Le 6/8/88

LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN EN CRISE (COMPLEMENT)

URSS : LUTTE POUR LES DROITS NATIONAUX

Depuis que cet article a été écrit, les évènements se sont succédés, rapides et denses. La décision de rejeter toute modification à "l'actuelle division administrative et territoriale du pays" n'a pas empêché l'agitation en Arménie et Haut Karabakh de se poursuivre. Dès le début septembre de nouvelles manifestations ont eu lieu à Erévan : le 2 septembre nouveau rassemblement ; le 22 septembre ce sont 800 000 manifestants qui se réunissent dans le centre d'Erévan ; le 23 ce sont encore 300 000 manifestants. Pendant plusieurs semaines il y a eu en Arménie un état de grève générale. Les revendications se radicalisent. Le mot d'ordre d'"Indépendance", "Indépendance" a été crié par la foule. De nombreux drapeaux aux couleurs rouge, bleue, orange sont apparus. Ce drapeau était celui de l'Arménie lorsqu'entre 1918 et 1920 elle a été indépendante.

Des manifestations nationalistes auraient également eu lieu les mercredi et jeudi 21 et 22 septembre à Tbilisi, capitale de la République de Géorgie. Dans les pays baltes le mouvement nationaliste ne cesse de s'affirmer. En Estonie le 1er octobre s'est tenu le congrès de fondation d'un "Front Populaire", organisation qui a été officiellement reconnue par le Kremlin. En Lettonie les samedi et dimanche 18 et 19 octobre s'est tenu un autre congrès de fondation d'un "Front Populaire". Ce "Front Populaire" affirme soutenir la "pérestroïka", mais des partisans de l'indépendance totale de la Lettonie y auraient participé.

POLOGNE : UNE ECONOMIE TOTALEMENT SINISTREE

On ne peut isoler les processus en cours en URSS de ceux qui se développent dans les pays de l'Europe de l'est, à commencer par ce qui se passe en Pologne. Après celle du printemps une nouvelle vague de grèves s'est étendue au mois d'août en Pologne. Les grèves ont commencé le 15 août dans les mines de charbon de Haute Silésie. Elles se sont étendues à Szczecin dans les docks et les transports en commun. En dépit des manoeuvres et de l'opposition de Lech WALESA, les travailleurs des chantiers navals de Gdansk ont débrayé à partir du 22 août.

La situation économique catastrophique est génératrice de ces mouvements. Au cours des mois qui ont précédé les grèves, le pouvoir d'achat des travailleurs avait baissé de plus de 20 %. Pour payer les intérêts d'une dette qui s'élève à 40 milliards de dollars, le gouvernement de JARUZELSKI favorise les exportations. Au cours du premier semestre de l'année elles auraient progressé de 25 %. L'excédent de la balance commerciale se serait élevé à 600 millions de dollars. Mais c'est au détriment de la consommation intérieure des masses : 60 % de la population vie en dessous du seuil de la pauvreté.

Le gouvernement a fortement dévalué le zloti. Il démembre le monopole du commerce extérieur. Les sociétés exportatrices qui ont gagné des devises fortes peuvent les utiliser à leur volonté. L'envoi de fonds de l'émigration polonaise (un demi-million de Polonais, jeunes et qualifiés en général, ont émigré entre 1980 et 1987) joue un rôle important dans le financement des importations.

Le déficit de la balance des paiements courants s'élèverait néanmoins au minimum à un milliard de dollars en 1988. Le paiement des seuls intérêts de la dette s'élèvera en effet à 2,9 milliards de dollars en 1988. Mais le gouvernement devrait encore rembourser 3,2 milliards de créances s'il ne trouvait pas de nouveaux crédits. La Pologne a toujours remboursé ses créanciers privés. Ceux-ci manifesteraient un grand intérêt pour l'échange de créances contre des participations dans les entreprises polonaises, ou la création de joint-ventures en Pologne. La Pologne dépend financièrement, donc économiquement, du Fonds Monétaire International et de la Banque mondiale. Une mission du FMI doit étudier prochainement un plan d'assainissement économique dela Pologne dont l'application conditionnerait l'octroi de nouveaux crédits.

LES GREVES DU MOIS D'AOUT, LECH WALESA, L'EGLISE

Les revendications économiques des travailleurs polonais se dressent de facto contre cette politique qui n'est en définitive qu'une application des principes de la "pérestroïka". L'objectif des grèves était également politique. Elles ont commencé sur le mot d'ordre de "la liberté c'est Solidarité". C'était l'expression de la claire conscience que, sinon "la liberté", les libertés démocratiques ne peuvent venir du pouvoir, mais qu'il faut les conquérir, contre le pouvoir et finalement balayer ce pouvoir. Le mot d'ordre est devenu, sous la pression de l'encadrement contrôlé par l'Eglise : "reconnaissance de Solidarité". WALESA et l'Eglise ont freinéau maximum le mouvement et sont parvenus à le faire refluer et à le liquider. WALESA s'est engagé à fond. A la suite d'une entrevue avec le

ministre de l'intérieur, à laquelle assistait un représentant de l'Eglise, Lech WALESA s'est engagé à faire reprendre le travail.

Qu'a-t-il obtenu en échange ? Que les dirigeants polonais acceptent de "discuter du pluralisme syndical", qu'une "table ronde" soit organisée à laquelle participeraient des représentants de "Solidarité". Rien de plus. La presse a rapporté que les travailleurs en grève l'avaient accusé de les avoir trahis. Faute de perspective, aussi bien les mineurs que les travailleurs des chantiers de Gdansk que ceux des transports en commun de Szczecin ont été contraints de reprendre le travail.

QUELLE SOLUTION ?

Déjà la bureaucratie polonaise était en crise, une crise qui vient de loin. L'échec sur toute la ligne de la politique de JARUZELSKI, se conjugue à la crise de la bureaucratie du Kremlin : le coup de force de décembre 1981 ne lui a pas permis de venir à bout de Solidarité, d'écraser la classe ouvrière ; il a été battu au référendum sur les "réformes économiques" qu'il avait lui-même organisé ; c'est la faillite économique et financière. Il n'y a aucune issue possible dans le cadre du maintien de la bureaucratie polonaise au pouvoir, bureaucratie qui ne tient que comme agent de la bureaucratie du Kremlin. C'est dans cette situation qu'interviennent la "pérestroïka" et la "glasnost".

Les grèves du printemps et du mois d'août ont fait franchir à la crise de la bureaucratie polonaise un nouveau stade. Ainsi les "syndicats" officiels, "l'entente nationale des syndicats professionnels", OPZZ, dont le secrétaire est membre du bureau politique, ont exigé la démission du gouvernement MESSNER. Il démissionnait effectivement le 19 septembre. Le 26 un autre membre du bureau politique, RAKOWSKI, lui a succédé. RAKOWSKI a été entre août 80 et août 81 le représentant du gouvernement d'alors dans les "négociations" avec Solidarité. Le 14 septembre, une nouvelle rencontre a eu lieu entre Lech WALESA et le ministre de l'intérieur, elle devait préparer une réunion plus large qui devait elle-même préparer une "table ronde".

A ce jour réunion et "table ronde" n'ont toujours pas eu lieu. La possibilité d'une reconnaissance officielle ou masquée de Solidarité approfondit les cassures internes de la bureaucratie polonaise et en provoque de nouvelles. Les syndicats officiels, l'OPZZ, par exemple, sont farouchement opposés à une reconnaissance de jure ou même de facto de Solidarité. Le gouvernement pose comme condition l'exclusion de la délégation de Solidarnosc de tous ceux qui ne lui conviendraient pas.

Quelque forme que prenne cette reconnaissance de Solidarité, elle consacrerait le fait que le coup de force du 13 décembre 1981 n'a pas atteint son but. Ce serait un coup très dur pour la bureaucratie polonaise, un nouvel ébranlement, un appel au combat pour le prolétariat polonais. C'est justement ce que Lech WALESA et la hiérarchie catholique voudraient désamorcer en trouvant un accord avec la bureaucratie polonaise et en y subordonnant Solidarité. Ce n'est pas facile. Cependant c'est la preuve que Solidarité ne suffit pas pour assurer au prolétariat son indépendance de classe : il faut construire en Pologne comme ailleurs, un Parti Ouvrier Révolutionnaire.

Les grèves qui ont eu lieu en Pologne au début du printemps et au mois d'août ont été marquées par la détermination des grévistes. Ce ne fut cependant pas le raz de marée du mois d'août 1980. Il y eut le frein de Lech WALESA et de l'église. Il y a aussi une maturation politique du prolétariat polonais qui prend en compte, avant de s'engager à fond, le développement de la crise de la bureaucratie du Kremlin sans laquelle la bureaucratie polonaise serait balayée ainsi qu'une fétu de paille. Il "tâte" le dispositif adverse. Il guette le moment où la crise de la bureaucratie du Kremlin la paralysera de telle sorte qu'il pourra engager le combat général contre la bureaucratie polonaise et la balayer. Bien entendu les combats que le prolétariat polonais engage sont à leur tour des facteurs de la crise de la bureaucratie du Kremlin. Les déchirements de la bureaucratie polonaise ne lui sont pas propres. Ils révèlent au grand jour ce qui se passe dans toutes les bureaucraties de l'Europe de l'est. Le prolétariat polonais reste aujourd'hui encore la pointe avancée du prolétariat de l'Europe de l'est.

GORBATCHEV "EPURE" LE P.C.U.S.

Avant, pendant la 19e conférence du P.C.U.S., tout en faisant vivement attaquer les "conservateurs", GORBATCHEV s'est efforcé de ménager un certain équilibre et surtout de ne pas briser l'appareil. Très rapidement cette politique a atteint ses limites. Etait-ce préparé, était-ce spontané, toujours est-il que le voyage de GORBATCHEV en Sibérie aurait été agité. Il se serait fait interpeler pendant ses discours par des participants à ses meetings. Il lui aurait été véhémentement reproché que depuis le début de la "pérestroïka" il n'y a plus de marchandises, de "saucisson", dans les magasins. Subitement une réunion du C.C. du P.C.U.S. a été annoncée pour le 30 septembre et une réunion du Soviet suprême pour le lendemain, 1er octobre. A ce C.C., en deux heures, la direction du P.C.U.S. a été profondément modifiée. GROMIKO a été mis à "la retraite" ainsi que SOLOMENTSEV. L'un et l'autre avaient été publiquement attaqués à la 19e conférence, ainsi que nombre de vieux hiérarques du régime. LIGATCHEV a été démis de ses fonctions de responsable à "l'idéologie", et rétrogradé (pour ne pas dire évincé) à la direction de l'agriculture. D'autres par contre, considérés comme des fidèles de GORBATCHEV ont été promus : Vadim MEDVEDEV est devenu d'un seul coup membre à part entière au Bureau Politique. Il remplace LIGATCHEV en tant que responsable à "l'idéologie". GORBATCHEV s'est promu chef de

l'Etat à la place de GROMIKO. Le soviet suprême a ratifié le lendemain. La purge doit s'étendre à tous les niveaux de l'appareil. L'un des objectifs serait de réduire de 50 % le nombre de ses membres. Pour GORBATCHEV et les couches profondes de la bureaucratie du Kremlin, il s'agit de briser le résistance de l'appareil à la "pérestroïka" et de la relancer.

"PERESTROIKA", "GLASNOST" ET LEURS CONTRADICTIONS

L'une des premières préoccupations du nouveau bureau politique a été d'affirmer qu'il fallait une "réforme radicale du secteur agro-alimentaire". "Il faut faire des paysans les maîtres de la terre", a expliqué GORBATCHEV, c'est-à-dire (sans nécessairement immédiatement procéder à la privatisation du sol), affermer la terre, avancer sur la voie de la dislocation des sovkhozes et des kolkhozes. Parallèlement, de la "glasnost" se dégagent les tendances à l'oeuvre parmi les "réformateurs". MEDVEDEV, nouveau promu à la direction de "l'idéologie", vient d'expliquer :

> "Nous avons à comprendre de façon plus sérieuse le rôle et la pratique de la social-démocratie moderne et nos idées sur les bases économiques et sociales du socialisme ont besoin d'être sérieusement renouvelées et approfondies". Et encore : "Les voies du développement du capitalisme et du socialisme se croisent inévitablement (dans) une seule civilisation humaine".

Selon lui :

> "Le retour à la conception léniniste du socialisme n'est pas un simple retour : l'affaire ne serait pas si compliquée"... "La difficulté est de comprendre les idées léninistes à la lumière des conditions, des espérances et de tâches du monde moderne"... "Même les points de vue de Vladimir ILITCH ont subi une évolution importante au moment du passage du communisme de coeur (sic) à la NEP".

Autrement dit : rejet de LENINE et de ses positions au nom du "léninisme".

La "glasnost" a ses contradictions.

A son corps défendant, la bureaucratie du Kremlin a publié dans l'organe central du C.C. du PCUS, "La Pravda", un article consacré à TROTSKY. Nous n'avons pas le texte de la Pravda, mais la bureaucratie du Kremlin doit avouer :

> "Il y a des raisons de dire que dans ses années d'activité intense au sein du parti (1917-1924), TROTSKI n'a pas été un ennemi de la révolution et du socialisme. Il était en revanche déjà un ennemi de STALINE. On ne peut que lui rendre hommage : contrairement à beaucoup il ne s'est pas incliné devant la dictature de STALINE (et) jusqu'à la fin de ses jours, son attitude envers LENINE est demeurée respectueuse".

Les "réformateurs" n'en rejettent pas moins TROTSKY. Ils continuent à l'accuser : "dans l'émigration TROTSKY a glissé sur des positions anti-soviétiques et anti-marxistes". A l'évidence, l'auteur de l'article se réfère, sans le dire, à l'analyse de TROTSKY de la bureaucratie du Kremlin, de sa politique en URSS et dans le monde, à ses conclusions : la nécessité de la révolution politique, de la construction de la IVe Internationale et d'un nouveau parti en URSS. Aussi, l'auteur de l'article en vient-il a écrire que TROTSKY était non moins anti-démocratique et dictatorial que STALINE, qu'il est dommage que STALINE n'ait pas été éliminé comme l'a été TROTSKY. Cette conclusion peut paraître étrange. Elle est parfaitement logique : TROTSKY éliminé, STALINE éliminé, restent les partisans de la "réalisation du socialisme au pas de tortue", du libre jeu des lois s'exprimant sur le marché.

Quoi qu'il en soit, cet article de "La Pravda" témoigne de l'intérêt croissant et puissant qui, dans le bouillonnement actuel en URSS, s'attache à TROTSKY, à son activité, à son oeuvre. Ce n'est pas un intérêt purement historique d'érudits attachés à la connaissance exacte, d'intellectuels curieux. L'intérêt croissant en URSS pour TROTSKY est en relation directe avec les problèmes politiques, sociaux, économiques qui se posent et avec la recherche des réponses à leur donner.

Le développement de la "pérestroïka" et de la "glasnost" entraînera obligatoirement une intense lutte sociale et politique. Toutes les forces sociales comprimées sous la dalle de plomb de la dictature de l'appareil, vont être libérées si celui-ci se disloque. Il ne faut surtout pas se laisser aller à l'illusion que la dislocation de l'appareil répressif du PCUS, l'engagement de la révolution politique, aboutiront d'emblée à la victoire du prolétariat. En URSS, comme dans les pays de l'Europe de l'est, des forces sociales et politiques réactionnaires apparaîtront et combattront. On le voit bien en Pologne où toute une couche de koulaks est prête à se manifester, où la sainte église apostolique et romaine, entièrement au service de l'impérialisme, tente d'établir un compromis entre la bureaucratie et la direction de Solidarnosc pour subordonner Solidarnosc au régime. En URSS des phénomènes de cette nature sont inévitables. Dans un premier stade renaîtront des organisations, des partis réactionnaires. Des partis social-démocrates ressurgiront qui regrouperont une partie importante de la classe ouvrière. Mais ils s'efforceront de se mettre au service de l'impérialime. Du même coup ils seront déchirés de contradictions.

Les pays d'Europe de l'est ont chacun leurs spécificités qui proviennent de leur histoire particulière. Mais dans tous ces pays le marxisme, le bolchévisme sont considérés par les grandes masses comme des instruments d'oppression et l'URSS la puissance oppressive et spoliatrice. Pour le prolétariat de l'URSS, l'URSS est le pays de la révolution d'octobre : un prodigieux évènement qui a bouleversé la vieille Russie des tsars et des moujiks ; la révolution d'octobre a ouvert une nouvelle époque historique et fait faire un bond en avant prodigieux aux peuples, au prolétariat de l'URSS. L'intérêt croissant en URSS pour TROTSKY, son activité, son oeuvre, augure que dans l'intelligencia, la jeunesse, le prolétariat de l'URSS des tendances sont à l'oeuvre qui cherchent à retrouver la voie d'octobre 1917, de la révolution prolétarienne, du pouvoir des soviets. Elles tendront à s'organiser politiquement, à se constituer en parti.

Il est évident que le rétablissement en URSS de la vérité sur TROTSKY et le trotskysme, la constitution en URSS d'organisations, ou d'une organisation, d'un parti sur le programme de la IVe Internationale, sinon se réclamant de la IVe Internationale, impulseront puissamment la tendance à la reconstruction sur un nouvel axe du mouvement ouvrier à l'échelle internationale.

BULLETIN D'ABONNEMENT A "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME".
10 numéros : 70Fr.

NOM : _____ - PRENOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ LOCALITE : _____

(Une lettre, en caractères d'imprimerie, par case. Merci.
Chèque à l'ordre de : Stéphane JUST.

ENVOYER A : Stéphane JUST B.P. 154 92804 PUTEAUX CEDEX.

SOMMAIRE

C.P.S. N°24 du 7 novembre 1988

POUR QUE LES REVENDICATIONS SOIENT SATISFAITES UNE PREMIERE CONDITION : PLUS DE GOUVERNEMENT MITTERRAND ROCARD-DURAFOUR-SOISSON. UN GOUVERNEMENT P.S.-P.C.F. SANS MINISTRE BOURGEOIS.

-Une nouvelle gifle politique. p 1
-Quatre résultats électoraux,une même volonté:gouvernement PS-PCF sans ministre bourgeois p2
-Un commencement. p 2
-Un gouvernement mal assuré et ébranlé p 3
-A nouveau: "le cycle infernal". p 3
-Appel au sacrifice des salariés sur l'autel du capital. p 4
-Les"ajustements" de la politique salariale du gouvernement. p 5
-Les enseignants dans le colimateur. p 5
-Les soutiens du gouvernement. p 5
-Quelle orientation suivre? p 6

LA GREVE DES INFIRMIERES ET DES PERSONNELS DE SANTE A DEMONTRE : POUR QUE LES REVENDICATIONS SOIENT SATISFAITES IL FAUT VAINCRE LE GOUVERNEMENT MITTERRAND-ROCARD-DURAFOUR-SOISSON. p 7

-Les origines du mouvement. p 7
-Les dirigeants syndicaux disloquent et divisent. p 8
-D'où vient,comment s'est orientée la coordination infirmière. p 9
-La plate-forme revendicative et ce qu'elle impliquait. p10
-La coordination contre le front unique des organisations syndicales et de tout organisme représentant le personnel. p11
-En pratique:application de l'orientation de la C.G.T.. p12
-Du 13 octobre... p13
-...à la capitulation. p13
-"Dirigeants syndicaux ne signez pas". p14
-Manifestation à l'Assemblée Nationale. p15

DECLARATION DU COMITE NATIONAL DU 14/10/1988. p16

LES MILITANTS INTERVIENNENT ET INFORMENT CPS. p17

-Lycée Jacques BREL - Vénissieux. p17
-Collège de Chazay d'Azergue (Rhone). p17
-PTT Aix en Provence. p18
-Postiers de Lyon-Montrochet. p18
-Texte adressé à la direction nationale de la F.E.N.. p18

ALGERIE : LA REVOLUTION PROLETARIENNE SOURD. p19

-Noyer dans le sang le mouvement des masses. p19
-"La voie algérienne de développement" : les deux premiers plans. p20
-Réajustement:les deux plans quinquenaux. p21
-La"réforme agraire". p21
-L'économie d'un pays semi-colonial. p22
-Une révolution étouffée. p22
-D'incessants mouvements de classe. p23
-Tous soutiennent CHADLI. p23
-Pour un parti ouvrier: le parti du prolétariat. p24
-Elément pour un programme. p25

LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN EN CRISE (3°partie). p26

-Déchirement de la bureaucratie du Kremlin et marche à la révolution politique. p26
-Décisions de la 19°conférence. p26
-Un "congrés des députés du peuple" p27
-Les "réhabilitations". p27
-Les masses en mouvement. p28
-GORBATCHEV ménage l'appareil et rejette les revendications nationales. p28
-Prolétariat, "conservateurs","rénovateurs". p29
-Le prolétariat combat et combattra pour ses propres objectifs. p30

LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN EN CRISE (COMPLEMENT). p32

-URSS: lutte pour les droits nationaux. p32
-Pologne: une économie totalement sinistrée. p32
-Les grèves du mois d'août,LECH WALESA, l'église. p32
-quelle solution? p33
-GORBTCHEV "épure" le PCUS. p33
-"Pérestroïka","glasnost" et leurs contradictions. p34

Directeur de la publication: Stéphane JUST.
commission paritaire N° 67187.
N° ISSN: 0763790 X.
Imprimerie spéciale.